



**Terre des hommes**

Aide à l'enfance.

# CONCEVOIR ET DEVELOPPER UNE MESURE DE LA COHESION SOCIALE POUR LE BURKINA FASO



## INDICE DE LA COHESION SOCIALE AU BURKINA FASO

Développé par  
**Terre des hommes Lausanne**

Rapport 2021, 1<sup>ère</sup> édition

Laura Jacques<sup>1</sup>

Cheickna Yaranangore<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Conseillère technique en Accès à la Justice et Cohésion Sociale, Terre des hommes Lausanne

<sup>2</sup> Consultant et doctorant en Sciences Politiques, Université Ouaga II





# Table des matières

Sigles et abréviations.....	7
Introduction .....	8
1.1. Contexte et justification.....	8
1.3. Objectif et structure du rapport.....	9
1. Définir et comprendre la cohésion sociale.....	11
1.1. Le concept de cohésion sociale.....	11
1.2. Les origines et l'évolution de la cohésion sociale .....	12
1.3. Les définitions de la cohésion sociale : une diversité d'approches conceptuelles et régionales.....	14
1.3.1. La cohésion sociale d'après les auteurs occidentaux.....	15
1.3.2. La cohésion sociale <i>vs.</i> capital social d'après les institutions de gouvernance européennes et nord-américaines.....	16
1.3.3. La cohésion sociale selon les organisations internationales du développement et de consolidation de la paix .....	18
1.3.4. La cohésion sociale d'après les auteurs africains à travers le concept d' <i>Ubuntu</i> .....	19
2. Mesurer la cohésion sociale.....	22
2.1. Le Radar de Cohésion Sociale de Bertelsmann .....	22
2.2. L'Indice de Cohésion Sociale pour l'Afrique .....	24
2.3. L'Indice de Cohésion Sociale Kényan .....	26
2.4. Le Baromètre de Cohésion Sociale et de Réconciliation d'Afrique du Sud .....	28
3. Examiner la cohésion sociale au Burkina Faso.....	30
3.3. Le contexte politique.....	30
3.1 Le contexte socioculturel.....	33
3.2 Le contexte démographique et économique .....	35
4. Concevoir un Indice de Cohésion Sociale pour le Burkina Faso.....	37
4.1. La confirmation d'une définition de la cohésion sociale pour le Burkina Faso : la cohésion sociale définie par les burkinabè.....	37
4.2. L'examen et la sélection de dimensions et sous-dimensions .....	38
4.2.1. Le processus d'examen et de sélection .....	38
4.2.2. Les dimensions et sous-dimensions sélectionnées .....	40
4.3. Le choix des indicateurs .....	46

4.4.	La matrice de l'indice de cohésion sociale pour le Burkina Faso .....	52
5.	Bibliographie .....	56
5.1.	Ouvrages et articles.....	56
5.2.	Rapports d'études et documents officiels .....	59
5.3.	Références de presse .....	61

## Remerciements

L'élaboration de ce rapport et la conception et le développement de l'Indice de Cohésion Sociale pour le Burkina Faso a été rendue possible par les efforts de coopération et les précieuses contributions de plusieurs personnes.

Le Rapport a été rédigé par Laura Jacques et Cheickna Yaranangoré, qui se sont appuyés sur les contributions qu'ils ont reçus de la réunion du groupe d'experts.

La Fondation Terre des hommes-Lausanne (Tdh) est très reconnaissante et remercie l'Union Européenne pour avoir fourni les fonds et les contributions techniques qui ont permis l'élaboration de ce rapport et la conception et le développement de l'Indice de Cohésion Sociale pour le Burkina Faso. Tdh tient à exprimer sa gratitude aux membres du gouvernement, chercheurs, experts et praticiens qui ont contribué à la conception de l'Indice de Cohésion Sociale pour le Burkina Faso lors de la réunion du groupe d'experts. Tdh remercie particulièrement les organisations du Programme du Fonds Fiduciaire d'Urgence sur la Cohésion Sociale pour leurs précieuses contributions à la conception de l'Indice et son déploiement sur le terrain. Tdh remercie également toute l'équipe du GRAAD Burkina pour le travail de test et d'application de l'Indice et, les animateurs pour la collecte des données. Enfin, Tdh remercie tous ceux et celles qui ont contribué à la création et au déploiement de l'Indice de Cohésion Sociale pour le Burkina Faso.

© Terre des hommes Lausanne, 2021 Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part de la Fondation Terre des hommes Lausanne. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs.



## Sigles et abréviations

CoE	Conseil de l'Europe
CRS	Catholic Relief Services
EU	Union Européenne
HSRC	Conseil de recherche en sciences humaines
ICG	International Crisis Group
ICS	Indice de cohésion sociale
IJR	Institute for Justice and Reconciliation
MATDCS	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OSC	Organisations de la Société Civile
PNCS	Programme National de Cohésion Sociale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

# Introduction

## 1.1. Contexte et justification

Depuis 2016, le Burkina Faso fait face à une crise multiforme affectant tous les pans de sa société et donnant lieu à une érosion de sa cohésion sociale. Alors qu’hier, elle était encore citée comme un modèle de société pour son vivre-ensemble et sa pratique de la diversité culturelle et religieuse, la société burkinabè est à présent décrite comme un « tissu social déchirée à réparer ». En quelques années marquées par l’instabilité politique et l’extrémisme violent, les burkinabè ont vu s’éroder leurs valeurs de solidarité, de tolérance et de partage qui cimentaient jadis le vivre-ensemble harmonieux de leurs communautés. A la place, ont émergés des dialogues identitaires, des attaques armées et un climat de méfiance communautaire.

Observant l’érosion du climat social de sa population, le gouvernement du Burkina Faso décide en 2018 de placer le renforcement de la cohésion sociale au cœur de l’agenda national. Le gouvernement s’inscrit alors dans un processus d’élaboration de politiques en faveur d’un réveil de la cohésion sociale de la nation. Une définition nationale de la cohésion sociale est élaborée et une stratégie nationale de cohésion sociale assortie d’un plan d’actions sont adoptés. En parallèle, ses nombreux partenaires internationaux lancent de grands programmes de développement visant à renforcer la cohésion sociale sur l’ensemble du pays.

Cependant, bien qu’il existe à présent un large consensus sur le fait que la cohésion sociale influence le développement économique et social, et que de favoriser une société plus cohésive est un objectif politique important en soi, peu de progrès ont été accomplis pour essayer de la mesurer et de suivre les progrès dans ce domaine au fil du temps. Or, sans une mesure consensuelle de la cohésion sociale, il demeure impossible d’évaluer le niveau de cohésion sociale de la population et les facteurs qui l’influencent ou encore d’adopter des actions susceptibles de l’améliorer. Le développement d’une mesure de la cohésion sociale permettrait d’uniformiser le dialogue dans le domaine et d’utiliser une mesure commune sur l’ensemble du territoire, sans quoi il demeurera complexe de formuler et évaluer des politiques et programmes susceptibles de rebâtir une société plus cohésive.

C’est ainsi qu’au fil de ses discussions sur la cohésion sociale avec le gouvernement et les partenaires du développement, la Fondation Terre des hommes Lausanne (Tdh) en est venue à la conclusion que le développement d’une mesure de la cohésion sociale au niveau national, spécifiquement conçue pour mesurer la cohésion sociale au Burkina Faso et son évolution dans l’espace et le temps, constitue une priorité urgente. Le défi est toutefois de taille, l’objectif étant de concevoir un indice reposant sur une méthodologie de recherche scientifique théorique et empirique, qui soit également facilement déployable, pouvant être suivi dans le temps et pouvant être mis en œuvre à différents niveaux de désagrégation géographique, qu’il soit national, provincial ou local. La démarche de recherche scientifique utilisée pour concevoir et déployer l’indice a fait l’objet de deux rapports. Le

premier rapport, que constitue le présent document, détaille la démarche de recherche théorique utilisée pour concevoir et développer l'indice de cohésion sociale pour le Burkina Faso. Le deuxième rapport présente la démarche empirique et précise les modalités de la vérification de l'applicabilité de l'indice sur le terrain.

A la fin, le processus met au jour un indice national composite multidimensionnel fiable et opérationnalisable ouvrant de nombreuses possibilités d'utilisations aussi bien en termes d'outil de mesure que de possibilités d'analyses. La construction d'un seul indice ne peut saisir toutes les facettes et la multidimensionnalité de la cohésion sociale mais l'Indice de Cohésion Sociale proposé (ICS) permet, néanmoins, à partir de données empiriques, d'apporter un éclairage et d'informer la prise de décision des décideurs politiques, des partenaires au développement et des praticiens de la cohésion sociale. Intégré aux systèmes de Suivi-Evaluation des programmes et plans de développement, l'ICS permet aux acteurs politiques, aux institutions et professionnels du développement d'être outillés d'analyses fondées sur des données factuelles mesurant le degré de cohésion sociale et l'évolution des dynamiques sociales d'une population donnée. Il permet aussi de mesurer l'impact effectif d'une intervention publique ou de développement social en matière de cohésion sociale. Ainsi, les approches et les initiatives qui favorisent effectivement la cohésion sociale peuvent être mieux ciblées et l'analyse de l'évolution de ses dimensions permettent de guider les acteurs sur les composantes de la cohésion sociale qui nécessitent réellement une intervention. Enfin, quant aux potentiels facteurs de division ou d'amélioration de la cohésion sociale, l'ICS permet de vérifier sur la base de données factuelles, l'existence ou l'absence réelle de corrélation entre la cohésion sociale et ces variables, ce qui permettra de concevoir des réponses précises, hautement ciblées et donc plus efficaces.

### **1.3. Objectif et structure du rapport**

Le présent rapport a été élaboré en vue de concevoir et de développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso.

Le chapitre 1 de ce rapport offre un examen de la littérature et des travaux existants sur le concept théorique de la cohésion sociale.

Le chapitre 2 examine les mesures de cohésion sociale existantes et fournit une analyse comparative des dimensions internationales et régionales.

Le chapitre 3 passe en revue le contexte de la cohésion sociale au Burkina Faso, et met en évidence les processus en cours en matière de politiques et stratégies de cohésion sociale.

Le chapitre 4, reposant sur les conclusions des chapitres précédents, propose une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso composée de six dimensions, 13 sous-dimensions et 133 indicateurs. Enfin, il faut noter que la matrice théorique proposée de l'Indice de Cohésion Sociale

pour le Burkina Faso résulte également d'un processus consultatif et participatif faisant intervenir plusieurs experts dans le domaine du développement et de la cohésion sociale.

# 1. Définir et comprendre la cohésion sociale

Cette présente section fournit un examen des fondements théoriques et de l'évolution des concepts de la cohésion sociale à travers les différentes disciplines et les régions d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Afrique.<sup>3</sup>

## 1.1. Le concept de cohésion sociale

La cohésion sociale est un concept multidimensionnel complexe et reconnu pour sa diversité d'approches conceptuelles (Jenson, 1998 ; Berger-Schmitt, 2002 ; Stanley, 2003 ; Harell and Stolle, 2010 ; Hooghe, 2011), jusqu'à être qualifié par certains de quasi-concept (Bernard, 2000).<sup>4</sup> Malgré le vaste corpus de définitions et « l'industrie intellectuelle »<sup>5</sup> qui a été développée autour de la notion de cohésion sociale, il n'existe pas de consensus universel sur une définition unique et les dimensions qu'elle revête (Bruhn, 2009; Dragolov et al, 2013 ; Jenson, 2010 ; Lefko-Everett, 2016).<sup>6</sup> La cohésion sociale est, dès lors, un concept intrigant mais difficilement saisissable, la multiplication de ses définitions et la fragmentation des approches existantes ne permettant pas de la concevoir comme un concept précis et unifié.<sup>7</sup>

Multidimensionnelle, dynamique et évoluant à différents niveaux, la cohésion sociale ne peut se comprendre à travers une seule variable de même qu'elle ne peut être étudiée avec une approche universaliste, mesurant les relations entre les individus d'un groupe social spécifique dans une zone géographique limitée (ex. un village, une communauté, une institution).<sup>8</sup> Par ailleurs, il n'est pas rare de retrouver au sein d'un même pays des points de vue différents entre les groupes sociaux sur ce qui constitue la cohésion sociale et sur les facteurs qui l'améliorent ou la détériorent.<sup>9</sup> Mesurée et affectée par les attitudes et comportements individuels, la cohésion sociale renvoie essentiellement à la manière dont les individus perçoivent les autres, leurs relations intergroupes et à l'Etat. La cohésion sociale n'a, toutefois, de sens qu'étudiée collectivement en ce qu'elle décrit les entités sociales plutôt que les individus.<sup>10</sup>

Constituée de composantes politiques, sociales, culturelles et économiques (*voir infra -chapitre 3*), la cohésion sociale comprend également deux dimensions : une dimension horizontale et une dimension verticale. La dimension horizontale (axée sur la société) fait référence aux relations entre

---

<sup>3</sup> Pour des revues plus complètes de la littérature pertinente, nous invitons le lecteur à se diriger notamment vers les contributions de Jenson, Bruhn et Lefko-Everett.

<sup>4</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p.12; Bruhn 2009, p. 31.

<sup>5</sup> Burns; Hull; Lefko-Everett et Njuzela, "Defining Social Cohesion", *AFD Research Papers Series*, No. 2018-72, 2018, p. 15.

<sup>6</sup> Jenson, Defining and Measuring Social Cohesion, Commonwealth Secretariat and United Nations Research Institute for Social Development 2010, p. 1-15; Jenson et Beauvais, Social Cohesion: Updating the State of the Research, 2002, p. 30.

<sup>7</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p.12; Bruhn 2009, p. 31.

<sup>8</sup> La Commission Economique pour l'Afrique, La cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016, p. 12.

<sup>9</sup> Aga Khan Foundation, Measuring Social Cohesion, disponible au lien suivant: <https://www.akfusa.org/our-stories/measuring-social-cohesion/>

<sup>10</sup> Larsen and Boehnke, Measuring Social Cohesion in the Kyrgyz Republic The Social Cohesion Index, 2016, p. 4

les individus, au sein des groupes sociaux et entre eux. La dimension verticale (centrée sur l'Etat) renvoie à la relation entre les individus et l'Etat et ses institutions (nationales et décentralisées) qui est reliée par le contrat social existant entre le citoyen et l'Etat. La cohésion sociale peut, par conséquent, se mesurer à différents niveaux : micro, méso, et macro. Par exemple, la cohésion sociale entre les individus d'un même groupe social, la cohésion sociale entre deux ou plusieurs groupes sociaux (ex. deux communautés religieuses, deux communautés linguistiques) ou encore entre un groupe social et l'Etat (la communauté musulmane et le gouvernement) (Hooghe, 2011).<sup>11</sup>

Enfin, il n'y a pas de position unanime sur la question de savoir si la cohésion sociale est une cause ou une conséquence d'autres aspects et phénomènes de la vie sociale, économique, culturelle et politique (pauvreté, conflits, bonne gouvernance). La cohésion sociale est à la fois un moyen de parvenir à une fin (*cause*) et une fin en soi (*conséquence*).<sup>12</sup>

## 1.2. Les origines et l'évolution de la cohésion sociale

Historiquement la question de la société idéale où règne l'harmonie entre les individus et les communautés constituent un sujet au cœur de maintes réflexions, même si la plupart de ces réflexions restent souvent marquées par le poids des systèmes de croyances de leurs époques. Les analyses sur l'harmonie au sein d'une société ont, par ailleurs, souvent rimé avec la problématique de la justice sociale. Une actualisation de ces analyses pourrait amener à dire que la justice sociale qui implique également les libertés individuelles et collectives, la répartition des richesses, l'égalité entre les individus, est consubstantielle à la cohésion sociale. En remontant jusqu'à l'antiquité avec Platon<sup>13</sup>, on retrouve la question de la cité idéale<sup>14</sup>, cité où règne la justice sociale et le bien-être collectif. Les philosophies du contrat social de Hobbes (1651)<sup>15</sup> et de Rousseau (1755, 1762)<sup>16</sup> s'inscrivent elles aussi dans cette même perspective de proposer les conditions d'existence d'une société politique harmonieuse. Il en est de même pour Rawls (1971) qui met en relief le principe de

---

<sup>11</sup> Larsen and Boehnke, Measuring Social Cohesion in the Kyrgyz Republic The Social Cohesion Index, 2016, p. 4

<sup>12</sup> Jenson et Beauvais, Social Cohesion: Updating the State of the Research, 2002, p. iii.

<sup>13</sup> In Platon, La République, Traduction de Georges Leroux, Éditeur : Flammarion, Collection : Garnier Flammarion, Paris, 2002.

<sup>14</sup> On peut dire que chez Platon la cohésion sociale est intimement liée à la justice sociale. Dans la *République*, il ressort que cette justice sociale consiste en ce que chaque catégorie sociale tienne sa place sociale sans se mêler de ce qui ne relève pas de sa vocation. Ainsi, les hommes libres (philosophes et magistrats) devaient s'occuper de diriger la cité, les soldats veillent à la protéger et à la défendre, la « doxa » (la plèbe) devrait se limiter à produire des richesses et à servir les hommes libres. Cette approche dans le fond est élitiste et même discriminatoire néanmoins. Elle ne sied donc pas au système démocratique.

<sup>15</sup> Thomas Hobbes considère dans son hypothèse de l'état de la nature que l'homme à l'état de la nature est « un loup pour l'homme » et cet état de nature fait régner « la guerre de chacun contre tous. ». L'avènement de la société civile avec des Lois est ce qui permet aux hommes d'entrer dans une vie collective où règne la sécurité et la paix pour tous. Les bases de la philosophie politique de Hobbes, qui a inspiré tout un pan de l'histoire des idées sur l'action politique apparaissent dans son livre « Le Léviathan » : [http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes\\_thomas/leviathan/leviathan.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes_thomas/leviathan/leviathan.html)

<sup>16</sup> C'est dans son livre « Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes » écrit en 1754 que Rousseau évoque l'idée d'un état de nature où vivaient en harmonie les hommes entre eux et avec la nature. Le passage à l'état social rime avec l'émergence de la propriété privée et des inégalités. Un contrat social fondé sur des principes démocratiques apparaît comme la voie d'une société marquée par l'égalité, la liberté et la paix sociale. On peut trouver la version en ligne du discours sur les « Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes » et « Du contrat social » ici : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau\\_jj/discours\\_origine\\_inegalite/origine\\_inegalite.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/discours_origine_inegalite/origine_inegalite.html) et [http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau\\_jj/contrat\\_social/contrat\\_social.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/contrat_social/contrat_social.html)

la conciliation de la justice, de la liberté et de l'intérêt collectif dans la « *Théorie de la justice sociale* ». Pour Rawls, plus la société est juste, mieux il y règne la paix sociale. Tous ces théoriciens ont en commun de penser les conditions de possibilités d'une société où chacun se sent en harmonie avec les autres. Il va donc sans dire que ces auteurs visaient aussi à penser la société sous l'angle de la cohésion sociale.

Toutefois, ce sont les travaux d'Emile Durkheim qui sont le plus souvent cités comme étant les premiers fondements de la théorie et de la pratique contemporaine de la cohésion sociale. Largement discutée à travers son ouvrage « *De la division du travail social* » (1983), Durkheim a qualifié la cohésion sociale, manifeste de la solidarité entre individus et la conscience collective, comme étant un élément essentiel du bon fonctionnement et de la qualité de vie de toute société. Pour Durkheim, la cohésion sociale comprend deux dimensions principales : la solidarité et la conscience collective, celles-ci assurant la base d'un ordre social et établissant des liens d'interdépendance entre les individus (Manole, 2012). La théorisation de la cohésion sociale a ensuite longtemps évolué au sein du milieu académique, principalement dans les disciplines de la psychologie sociale, de la sociologie et de l'anthropologie.

Dans les années 80, la question de savoir comment créer des sociétés cohésives suscite également un intérêt croissant parmi les politologues et les institutions de gouvernance. A cette époque, la récession économique bat de pleins fouets les sociétés industrielles pilotée par le néolibéralisme classique. L'accent mis sur la cohésion sociale dans nos agendas politiques est né à cette période de prise de conscience que le néolibéralisme classique focalisé sur des politiques publiques de développement économique avec des objectifs uniques (ex. anti-pauvreté, emploi, développement communautaire) avait heurté un mur politique et engendrait à long terme des résultats négatifs, tels que des niveaux élevés de pauvreté<sup>17</sup> résultant de divisions et clivages sociaux, culturels, ethniques ou politiques. Or, de nombreuses études sur la cohésion sociale allant de la politique de la santé à l'économie, venaient d'introduire la nécessité d'agir conjointement sur plusieurs dimensions - économique, sociale, culturelle, politique- pour assurer le bon fonctionnement et à la prospérité d'une société. C'est dans ce contexte de prise de conscience qu'un développement économique sans accompagnement du développement social entraînerait un dysfonctionnement de la société, que la cohésion sociale a remplacé le « progrès économique » en tant que macro-objectif à maintenir ou à favoriser. Les institutions de gouvernance ont ainsi trouvé dans la cohésion sociale un moyen de s'éloigner de leurs politiques d'ajustement structurel très critiquées et d'élaborer des programmes plus sociaux, réduisant les effets négatifs des politiques économiques libérales et introduisant des dimensions sociales telles que la redistribution, la réduction des inégalités et le bien-être. Il s'en est suivi la nécessité d'élaborer des politiques qui favorisent la cohésion sociale, ce besoin a d'ailleurs été exprimé par les propos suivants du Conseil de l'Europe : « *Les dernières années ont conduit à une*

---

<sup>17</sup> [Jenson](#), Defining and Measuring Social Cohesion, Commonwealth Secretariat and United Nations Research Institute for Social Development, 2010.

*prise de conscience de l'importance de la cohésion sociale en tant que condition essentielle pour la sécurité démocratique et du développement durable. Des sociétés divisées et inégalitaires sont non seulement injustes mais incapables de garantir la stabilité à long terme. Il est de plus en plus reconnu que les gouvernements doivent avoir pour objectif non seulement de contribuer au développement économique, mais également au développement des sociétés ; le développement économique non accompagné de développement social génèrera tôt ou tard de sérieux problèmes. Le renforcement de la cohésion sociale peut donc être considéré comme une stratégie préventive visant à réduire le risque de futures bouleversements sociaux et politiques". (Conseil de l'Europe, 2000).<sup>18</sup>*

Fin des années 90, la cohésion sociale capte également l'intérêt des organisations de développement et de consolidation de la paix, des niveaux élevés de cohésion sociale étant associés à des sociétés plus stables, plus démocratique, moins conflictuelle et plus prospère. Le terme précis de « cohésion sociale » n'est apparu pour la première fois sur la scène politique internationale qu'en 1995 suite au Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague.<sup>19</sup> De nombreuses recherches commanditées par la Banque Mondiale et le PNUD ont alors analysé et mis en exergue l'interdépendance existante entre le niveau de cohésion sociale d'une société et la présence de conflits, de violence et d'insécurité. Plus récemment, les gouvernements et organisations internationales faisant face à des obstacles récurrents pour consolider la paix durablement dans les sociétés multi-diverses -culturelles, ethniques, politiques, religions-, la question de la cohésion sociale dans les sociétés à forte diversité ethnique a également été étudiée. Bien qu'il n'existe pas de consensus sur l'effet que la diversité ethnique a sur la cohésion sociale, certains auteurs décrivent les sociétés multicommunautaires comme ayant plus de difficultés à être cohésives et présentant plus de risques d'expérimenter des tensions communautaires internes. C'est pourquoi, de nombreuses définitions de la cohésion sociale des organisations internationales renvoient à des notions de prévention des conflits, de tolérance et de respect de la diversité.

### **1.3. Les définitions de la cohésion sociale : une diversité d'approches conceptuelles et régionales**

La précédente section a donné un aperçu des origines et de l'évolution de la cohésion sociale à travers les milieux académiques, politiques et du développement. La cohésion sociale a fait l'objet de nombreuses théories et tentatives de définitions au sein de ces différentes disciplines. Cependant, il n'existe pas de concept unifié et de définition communément adoptée de la cohésion sociale sur le plan international. La variation des approches de la cohésion sociale développées par les

---

<sup>18</sup>Conseil de l'Europe, Politiques Sociales, disponible au lien suivant : [https://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/default\\_FR.asp?](https://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/default_FR.asp?)

<sup>19</sup> La Commission Economique pour l'Afrique, La cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016, p. 4.

théoriciens s'explique par le fait qu'elles reposent bien souvent sur les hypothèses théoriques de leur propre discipline (Bruhn, 2009).<sup>20</sup>

Il existe, toutefois, certains points communs entre les définitions figurant au sein des travaux académiques (section 1.3.1), des analyses socio-politiques des institutions de gouvernance (section 1.3.2) et des rapports des organisations internationales de développement (section 1.3.3). La présente section donne un aperçu de ces définitions et met en exergue leurs similitudes et différences.

La plupart des théories et définitions de la cohésion sociale ont été élaborés avec une perspective occidentale, principalement pour des sociétés néolibérales. Or, pour développer une mesure de la cohésion sociale au Burkina Faso, il est crucial d'étudier les concepts associés dans la région, d'autant qu'il existe des parallèles évidents entre la cohésion sociale et le concept *d'Ubuntu*. Ainsi, cette section tentera également de cerner et définir le concept de la cohésion sociale et les réalités qu'elle revêt dans le contexte particulier des sociétés africaines. Sans pour autant basculer dans une sorte de particularisme du continent qui le couperait du reste du monde, l'analyse vise à refléter une approche néanmoins singulière de la cohésion sociale dans un continent marqué par des diversités et dont l'histoire contemporaine est jalonnée de conflits et crises multiformes. A travers le concept ou la philosophie de l'Ubuntu, il est mis en relief une approche du vivre-ensemble harmonieux qu'ont en commun maintes sociétés traditionnelles africaines (section 1.3.4).

### **1.3.1. La cohésion sociale d'après les auteurs occidentaux**

Nombreux théoriciens et chercheurs ont défini la cohésion sociale en mettant l'accent sur les relations et les liens étroits existants entre les individus et les groupes sociaux relativement intimes (Bruhn, 2009), les « forces internes et externes » qui rassemblent et maintiennent les individus au sein du groupe dans lequel ils sont (Moreno et Jennings, 1937 ; Festinger et al, 1950) et les attributs et les avantages qui les rassemblent et maintiennent au sein du groupe (Noron et de Hann, 2013).<sup>21</sup>

Certains ajoutent à ces éléments, la dimension de confiance entre individus et les dimensions d'identité et d'appartenance au groupe (Woolley, 1998 ; Jenson, 1998). D'autres préfèrent parler de la perception que chaque membre reconnaît de sa propre position dans le groupe (Bollen and Hoyle, 2001). Certains théoriciens précisent que la cohésion sociale engendre également pour les individus d'avoir le sentiment d'être engagés dans une entreprise commune, d'avoir un intérêt collectif et d'être face à des défis partagés (Maxwel, 1996).

---

<sup>20</sup> Burns, J., G. Hull, K. Lefko-Everett And L. Njozela, "Defining Social Cohesion", *AFD Research Papers Series*, No. 2018-72, June, p. 12; Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p.12;

<sup>21</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p.12; (Norton and de Haan, 2013, p. 11) ; Moreno and Jennings, 1937; Festinger *et al*, 1950; Back, 1951; Bollen and Hoyle (2001); La Commission Economique pour l'Afrique, la cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016.

Plus récemment, la théorie de la cohésion sociale s'est élargie au-delà de la notion de groupe social pour inclure des sociétés entières, définies à l'intérieur des frontières des États-nations. La cohésion sociale est alors définie comme « *un phénomène de solidarité qui peut contribuer à maintenir la société unie et harmonisée* » (Pervaiz, Chaudhary et van Staveren, 2013).

Adoptant une approche plus pragmatique de la cohésion sociale, Easterly Ritzan et Woolcock (2006) se sont davantage focalisés sur l'importance des divisions au sein d'une société. Leur postulat étant que les divisions – qu'il s'agisse des revenus, de l'ethnicité, des partis politiques, des castes, des langues ou d'autres variables démographiques – représentent des vecteurs autour desquels des clivages sociaux importants sur le plan politique peuvent se développer.<sup>22</sup> Cela ne signifie pas que des nations plus homogènes doivent être considérées comme plus « résilientes », mais qu'elles ont moins de leviers potentiels ou existants dont des individus ou des groupes peuvent se servir pour dénoncer ou exacerber les fractures et qu'elles ont les moyens de tirer parti du potentiel qu'offrent les diversités de leur société (diversités d'idées, d'opinions, de qualifications, etc.).<sup>23</sup>

### **1.3.2. La cohésion sociale vs. capital social d'après les institutions de gouvernance européennes et nord-américaines**

Parmi les différentes définitions de la cohésion sociale développées par les instances de gouvernance, deux approches distinctes émergent : l'approche européenne et l'approche nord-américaine (Hooge, 2011)<sup>24,25</sup>.

L'approche européenne de la cohésion sociale est définie en lien avec la capacité d'une société à assurer le bien-être de ses membres et la réduction des inégalités et de la marginalisation. Dans cette approche on retrouve la dimension de l'exclusion sociale et de distribution égale/inégale puisque le bien-être prend en compte à la fois la répartition et la sécurité économique. Un aspect fondamental d'une société socialement cohésive est alors la perception partagée que la répartition du pouvoir et des ressources matérielles sont équitables. Ces dimensions sont présentes dans la définition du Conseil de l'Europe qui énonce que : « *la cohésion sociale est la capacité de la société à assurer le bien-être à long terme de tous ses membres, y compris un accès équitable aux ressources disponibles, le respect de la dignité humaine dans le respect de la diversité, l'autonomie personnelle et collective et la participation responsable* ».

Ces dimensions se retrouvent également dans les politiques de l'OCDE qui indique qu'« *une société cohésive œuvre au bien-être de tous ses membres, minimise les disparités et évite la marginalisation. Il comporte trois dimensions principales : favoriser la cohésion en créant des réseaux de relations, de confiance*

---

<sup>22</sup> La Commission Economique pour l'Afrique, La cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016, p 2.

<sup>23</sup> La Commission Economique pour l'Afrique, La cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016, p. 2.

<sup>24</sup> Langer, Stewart, Smedts et Demarest, Conceptualising and Measuring Social Cohesion in Africa: Towards a perceptions-based index, Social Indicators Research volume 131, 2017, p. 321–343.

<sup>25</sup> Langer et al. (2015)

*et d'identité entre les différents groupes ; lutter contre la discrimination, l'exclusion et les inégalités excessives ; et permettre une mobilité sociale ascendante »<sup>26</sup> (OCDE, 2011).*

Ces dimensions pragmatiques sont bien souvent employées dans les définitions des pouvoirs publics et des institutions inter et supranationales. Néanmoins, l'exclusion sociale étant un phénomène complexe et multiforme, variable d'une société à l'autre, elle demeure une dimension difficile à mesurer et demande beaucoup de prudence dans le choix des indicateurs utilisés. Dans certaines sociétés, le sexe peut être le principal problème d'exclusion, dans d'autres, les immigrants ou les minorités raciales, ethniques et religieuses sont exclus ; dans d'autres encore, les communautés linguistiques, etc.

Dans l'approche nord-américaine, on retrouve le concept de cohésion sociale à travers la notion du capital social (« social capital », en anglais). Le capital social se focalise davantage sur les réseaux sociaux entre les individus et le partage de normes et valeurs communes. Les dimensions de réseaux et de normes partagées se retrouvent, par ailleurs, dans la notion du capital social de Robert Putnam qui le définit comme suit : « *les réseaux et les normes, valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein de groupes ou entre eux* » (Putnam, 1993 ; Coleman, 1990 ; Fukuyama, 1995). Grâce aux travaux de Putnam, nous savons d'ailleurs à présent beaucoup mieux comment les américains interagissent socialement par le biais d'organisations collectives de toutes sortes, qu'elles soient confessionnelles, sportives, politiques ou culturelles (Roehner, 2002).<sup>27</sup> Le capital social a ensuite été largement diffusé grâce aux analyses empiriques de Stephen Knack et Philip Keefer (1997) qui intègrent les dimensions de confiance et de performance économique à la mesure du capital social de Putnam<sup>28</sup>. Plus récemment, la Banque Mondiale a également défini le capital social en reprenant les dimensions suggérées par Putnam mais en y intégrant une perspective de gouvernance et de développement socio-économique : « *Le capital social d'une société comprend les institutions, les relations, les attitudes et les valeurs qui régissent les interactions entre les personnes et contribuent au développement économique et social. Il n'est pas simplement la somme des institutions qui sous-tendent la société, c'est aussi le ciment qui les maintient ensemble* » (Olson, 1998).

Enfin, certains théoriciens (Kearns et Forrest, 2000) ont combiné les dimensions européennes et nord-américaines de la cohésion sociale, estimant qu'une société est cohésive lorsqu'elle présente les cinq caractéristiques suivantes :

- Des valeurs communes et une culture civique active ;
- L'absence de troubles sociaux et la présence de mécanismes de contrôle social ;
- L'existence de stratégies sociales pour réduire les disparités de richesses ;
- Un capital social, qui englobe les réseaux sociaux et la participation civique ;

---

<sup>26</sup> OECD, Background document to OECD Conference on Social Cohesion and Development, 20-21st January, 2011.

<sup>27</sup> Roehner, Comment mesurer la cohésion sociale ? », Annuaire de l'EHESS, 2005, p. 2.

<sup>28</sup> Knack et Keefer, Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation, The Quarterly Journal of Economics, Vol. 112, No. 4, 1997, pp. 1251-1288.

- L'appartenance à un territoire et une identité commune.<sup>29</sup>

Bien que pertinente par les dimensions qu'elle évoque, cette définition est, toutefois, critiquable en ce qu'elle requière que les cinq dimensions soient toutes présentes pour qualifier une société cohésive. Or, certaines sociétés qui se sont avérées solidaires et cohésives ne remplissent pas tous ses critères ou ceux-ci se définissent autrement.

### **1.3.3. La cohésion sociale selon les organisations internationales du développement et de consolidation de la paix**

Depuis la fin des années 90, un corpus croissant de recherches empiriques ont démontré l'ampleur d'un haut degré de cohésion sociale d'une part, sur la croissance socio-économique des états et d'autre part sur la consolidation d'une paix durable et de la prévention des conflits violents. Prenant conscience du rôle de la cohésion sociale dans les sociétés en termes de gestion de conflits et de stabilité, certaines organisations internationales engagées dans la consolidation de la paix et le développement, se sont alors penchées sur la notion de cohésion sociale avec une approche de construction à la paix dans les contextes fragiles et de conflits.

En 2009, le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD publie un rapport sur la cohésion sociale dans le contexte de promotion de la sécurité communautaire. Reposant sur les travaux de Berger-Schmitt (2000), le PNUD constate que « la cohésion sociale est une question de tolérance et de respect de la diversité (en termes de religion, d'ethnicité, de situation économique, de préférences politiques, de sexualité, de sexe et d'âge) – tant au niveau institutionnel qu'individuel ». Pour le PNUD (2009), la cohésion sociale a deux dimensions principales :

- premièrement, de réduire les disparités, les inégalités et l'exclusion sociale ; et
- deuxièmement, de renforcer les relations sociales, les interactions et les liens.

Ce même rapport établit que lorsque les sociétés manquent de cohésion, cela peut conduire à « une augmentation des tensions sociales, des crimes violents, le ciblage des minorités, des violations des droits de l'homme et, en fin de compte, des conflits violents ».<sup>30</sup>

Dix ans plus tard, le PNUD développe un guide programmatique sur le renforcement de la cohésion sociale (2020) dans lequel il met l'accent sur la dimension de confiance et d'interactions entre la société et le gouvernement (verticale) et entre les membres de la société (horizontale). La cohésion sociale est définie comme étant « le degré de confiance dans le gouvernement et au sein de la société et la volonté de participer collectivement à une vision partagée d'une paix durable et d'objectifs de développement communs ».<sup>31</sup>

---

<sup>29</sup> La Commission Economique pour l'Afrique, la cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016.

<sup>30</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p. 14.

<sup>31</sup> UNDP, guide prog , p. 18-19.

Après avoir réalisé l'importance des facteurs socio-culturels pour la croissance économique des Etats, la Banque Mondiale a commandité au cours de ces deux dernières décennies divers rapports analysant le lien entre cohésion sociale et développement économique. En 2012, son département du Développement Social décrit la cohésion sociale comme étant « la nature et la qualité des relations entre les personnes et les groupes de la société, y compris l'État. L'élément constitutif de la cohésion sociale est complexe, mais dans son essence, la cohésion sociale implique une convergence entre les groupes de la société qui fournit un cadre dans lequel les groupes peuvent, au minimum, coexister pacifiquement. De cette manière, la cohésion sociale offre une mesure de prévisibilité des interactions entre les personnes et les groupes, ce qui à son tour incite à l'action collective ». En 2013, dans un document d'orientation rédigé par Andrew Norton and Arjan de Haan, ils suggèrent que pour aborder de manière significative la cohésion sociale en politique, les trois principaux éléments suivants doivent être pris en compte: les valeurs, identités et normes partagées; la justice et l'équité (notant que «différentes sociétés ont différents niveaux de tolérance à l'égard des inégalités, de l'égalité des chances et de la mobilité sociale »); et la sécurité d'accès aux moyens de subsistance et aux services de base.

Le Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) met l'accent sur la question de la diversité des groupes sociaux qui composent la société dans son approche de la cohésion sociale. Pour l'ECOSOC, « une société socialement cohésive est une société où tous les groupes ont un sentiment d'appartenance, de participation, d'inclusion, de reconnaissance et de légitimité ». Il suggère que pour les sociétés non homogènes sur le plan démographique (composée de différentes communautés – religieuses, ethniques, culturelles) soient cohésives, elles doivent exploiter le potentiel résidant dans leur diversité sociétale (en termes d'idées, d'opinions, de compétences, etc.). Ainsi, « elles seront moins enclines à sombrer dans des schémas destructeurs de tensions et de conflits lorsque différents intérêts se heurtent ». Dans un article sur la cohésion sociale et les Philippines, la Banque Mondiale se penche également sur les sociétés composées de diverses communautés et y introduit la notion de nationalisme comme élément fondamental à la cohésion de ces sociétés. Elle conclut que la cohésion et nationalisme vont de pair, ils existent lorsque les populations d'un pays ont le sentiment d'avoir un passé commun, observent un respect mutuel entre leurs diverses communautés religieuses et traditionnelles et possèdent une certaine fierté de leur culture et art national.

#### **1.3.4. La cohésion sociale d'après les auteurs africains à travers le concept d'*Ubuntu***

Dans certaines traditions africaines, la notion de cohésion sociale renvoie davantage au concept d'*Ubuntu*. *Ubuntu* est à l'origine une philosophie humaniste sud-africaine, faisant référence à un bien-être et à un bien-vivre ensemble (Kamwangamalu, 1999 ; Mungi Ngomane, 2019).

Selon Kamwangamalu, professeur en sociologie du langage, le terme *Ubuntu* se définit comme étant « un concept multidimensionnel représentant les valeurs principales des ontologies africaines : le

*respect pour l'être humain, la dignité et la vie humaine, le partage collectif, l'obéissance, l'humilité, la solidarité, la bienveillance, l'hospitalité, l'interdépendance, le communalisme, etc.* » (Kamwangamalu 1999).

Dans l'approche de l'un des plus illustres représentant de la philosophie de l'Ubuntu, Desmond Tutu<sup>32</sup>, l'Ubuntu se définit selon deux axes. Le premier met l'accent sur les qualités de l'individu en rapport avec plus faible que lui ; que soit le pauvre ou le malade par exemple. L'Ubuntu ici implique la générosité, l'hospitalité, la volonté d'aider l'autre, etc. Le deuxième axe renvoie au fait de reconnaître que l'humanité de l'autre se mêle inextricablement à la nôtre<sup>33</sup>. Il s'agit donc ici de l'ouverture aux autres, l'acceptation de l'autre qui rend possible la cohésion sociale. Ce terme incarne la croyance en un lien humain universel qui pourrait être traduite par « je suis parce que tu es ». Un lien profond et sincère, qui pousse à respecter chaque être humain, comme part essentielle de notre propre humanité (Desmond Tutu, 2017 ; Mungi Ngomane, 2019).<sup>34</sup>

Dans son livre posthume, *Repères pour l'Afrique* (2007)<sup>35</sup>, le professeur burkinabè Joseph Ki Zerbo parle du paradigme de l'Ubuntu comme celui dans lequel l'homme est le remède de l'homme, contrairement aux paradigmes qui tiennent l'homme dans une approche mercantiliste néolibérale. Dans ses références à Ubuntu, il renvoie également aux notions « d'humanité africaine » et au « processus pour devenir un homme éthique ».

La notion du communalisme se retrouve également dans les travaux de Masina sur l'Ubuntu. Ceux-ci mettent en exergue l'importance de la participation et la coopération vers un intérêt collectif plutôt que la compétition entre individus.

Selon Mthembu, le concept d'Ubuntu implique à la fois « une certaine générosité vis-à-vis des autres » et « un comportement éthique » et décrit « l'importance de la solidarité et de l'interdépendance du groupe dans la culture africaine ».<sup>36</sup>

Originaire de la langue Xhosa, la notion d'Ubuntu se retrouve sous d'autres noms dans de nombreuses langues africaines. Adama Samassékou, linguiste et homme politique malien, explique « C'est par ce concept d'*humanité* que je traduis ce que nous appelons en Afrique *maaya* (en bamanankan, langue bambara), *neddaaku* (en fulfulde, langue peule), *boroterey* (en langue

---

<sup>32</sup> Desmond Tutu obtint le Prix Nobel de la paix en 1984. Il fut le président de la commission Vérité et Réconciliation en Afrique du Sud.

<sup>33</sup> Le texte de Desmond Tutu sur la philosophie de l'Ubuntu écrit en 2017, peut être consulté ici : <https://www.parisglobalforum.org/2017/09/29/philosophie-ubuntu-desmond-tutu/>

<sup>34</sup> Le concept d'Ubuntu se retrouve dans la plupart des langues bantoues : lingala, kikongo, kiswahili, kinyarwanda, kirundi, xhosa, zoulou. Il fait référence de façon générale à l'altruisme, à l'humanisme et tire sa source de l'idée que nous sommes interdépendants et chacun est ce qu'il est grâce aux autres. Dans un article publié sur le site du journal Le Monde, l'écrivain d'origine Djiboutienne évoque l'idée que le concept est proche des concepts d'humanité et de fraternité. Il met en relief l'approche de Mandela de l'Ubuntu en ces termes : « Respect, serviabilité, partage, communauté, générosité, confiance désintéressement. Un mot peut avoir tant de significations. C'est tout cela l'esprit d'Ubuntu ! » : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peu-beaucoup-passionnement\\_4709614\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peu-beaucoup-passionnement_4709614_3212.html)

<sup>35</sup> Joseph Ki-Zerbo, *Repères pour l'Afrique*, Editions Panafrika / Silex / Nouvelles du Sud en coédition avec NENA, 2018, 555p, Sénégal.

<sup>36</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p. 16.

songhay), *nite* (en langue wolof), *Ubuntu* (dans les langues bantu) et j'en passe. Autant de termes qui signifient littéralement « la qualité d'être humain ».<sup>37</sup>

Les sociétés traditionnelles africaines pensant le vivre-ensemble harmonieux à travers la philosophie de l'Ubuntu, un essai de définition et de mesure de la cohésion sociale dans les contextes africains devrait par conséquent porter une attention particulière à ce concept d'Ubuntu. Le sentiment d'appartenance à un groupe étant historiquement construit autour de la langue, la région d'origine et la culture ancestrale en Afrique comme dans toutes les sociétés multiethniques, « le respect de la diversité » et « des relations entre groupes ethniques » sont également des éléments importants de la cohésion sociale en Afrique (Eifert et al., 2010 ; Bangura, 2006 ; Mustapha, 2000; 2006 ; Nnoli, 1995; Melson et Wolpe, 1971 ; Ukiwo, 2005 ; Young, 1985 ; Commission Economique pour l'Afrique, 2016).<sup>38</sup> Il conviendra dès lors de tenir compte également de ces dimensions lorsqu'on étudie la cohésion sociale dans les contextes africains, surtout que les identités collectives « ethniques » sont assez fortes dans les sociétés africaines.

---

<sup>37</sup> Adama Samassékou, <https://fr.unesco.org/courier/2017-juillet-septembre/humanite-ou-comment-etancher-sa-soif-humanite>

<sup>38</sup> Langer, Stewart, Smedts et Demarest, Conceptualising and Measuring Social Cohesion in Africa: Towards a perceptions-based index, Social Indicators Research volume 131, 2017, p. 327.

## 2. Mesurer la cohésion sociale

Malgré sa complexité conceptuelle et l'absence de définition consensuelle, il est largement reconnu que la cohésion sociale des sociétés a un large impact sur la stabilité, le développement et à la prospérité des Etats. L'élaboration d'une mesure permettant de mesurer le niveau de cohésion sociale des sociétés est dès lors devenue une priorité pour de nombreux Etats désirant disposer d'un outil pour rendre compte des défis de cohésion sociale auxquels leur société fait face, et concevoir des politiques plus cohésives.

A travers le monde, de nombreux indices de la cohésion sociale ont été développés et opérationnalisés par des gouvernements et des chercheurs, en particulier dans les Etats européens, nord-américains et africains. Récemment, des indices de cohésion social régionaux conçus par des institutions internationales pour comparer le niveau de cohésion sociale entre les Etats d'une même région a également pu être observé en Amérique Latine<sup>39</sup>, en Europe<sup>40</sup> et en Afrique<sup>41</sup>.

La présente section fournit un examen succinct d'une sélection d'indices de cohésion sociale développés en Occident et en Afrique, en vue d'informer le développement de l'indice de cohésion sociale au Burkina Faso. Cette analyse comparative examine les dimensions retenues par leurs concepteurs et met en exergue les similitudes et les différences entre ces mesures. La section 2.1 présente le Radar de Cohésion Sociale, une mesure offrant une comparaison empirique et internationale de la cohésion sociale. Développé en Allemagne et opérationnalisé à la fois au niveau national entre les Etats fédéraux allemands et à la fois au niveau international entre 34 pays occidentaux, le Radar de Cohésion Sociale est une mesure de référence en matière de cohésion sociale. La section 2.2 analyse L'indice de Cohésion Sociale pour l'Afrique, une mesure régionale développée par le PNUD et destinée à comparer les niveaux de cohésion sociale entre les Etats africains. Les sections 2.3 et 2.4 examinent deux indices de cohésion sociale africains conçus en réponse à un besoin de mesurer et renforcer la cohésion sociale à l'issue de conflits internes : l'Indice de Cohésion Sociale Kényan et l'Indice de Cohésion Sociale et de Réconciliation d'Afrique du Sud. Le Burkina Faso étant actuellement affecté par des conflits internes ayant un impact potentiel sur sa cohésion sociale, il a été jugé pertinent d'examiner des mesures africaines développées dans des contextes similaires.

### 2.1. Le Radar de Cohésion Sociale de Bertelsmann

Le Radar de Cohésion Sociale de Bertelsmann (*Bertelsmann Social Cohesion Radar*) est un indice composite qui évalue la cohésion sociale des Etats à travers trois principales dimensions : les relations sociales (*social relationships*), la connectivité (*connectedness*) et de la recherche du bien

---

<sup>39</sup> Villatoro, A system of indicators for monitoring social cohesion in Latin America, ECLAC, 2007.

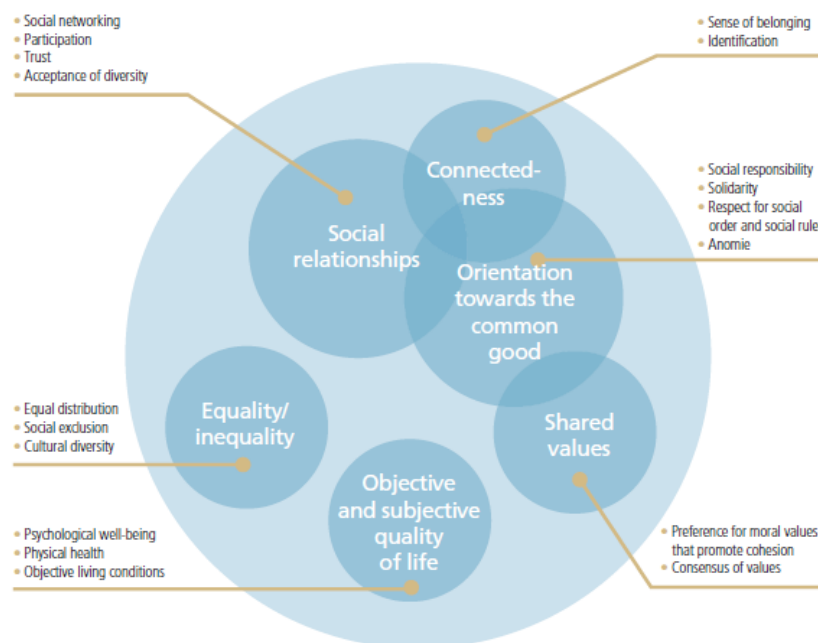
<sup>40</sup> Eurostat, Quality of life Index, disponible au lien suivant : [https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/qol/index\\_en.html](https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/qol/index_en.html)

<sup>41</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016.

commun (*common good*). Pour la Fondation Bertelsmann, la cohésion sociale doit être comprise comme étant la qualité de la participation sociale et du sens de l'unité dans une communauté territorialement délimitée.<sup>42</sup>

Pour définir la cohésion sociale et concevoir le Radar de la Cohésion Sociale, la Fondation Bertelsmann a entrepris en 2012 un examen détaillé de la littérature existante de la cohésion sociale et de ses composantes. Désirant obtenir un aperçu global des éléments de la cohésion sociale les plus fréquemment mentionnés dans la littérature, elle a construit un système de classification schématisant les 18 éléments les plus fréquents et les a regroupé en six composantes principales au sein d'un diagramme. Ces composantes sont représentées dans le schéma 1 sous la forme de six cercles. La proximité entre les cercles indique la fréquence avec laquelle les composantes sont mentionnées dans la littérature, de sorte que les cercles qui se chevauchent offrent une impression visuelle que leurs composantes représentent la signification centrale de la cohésion sociale.<sup>43</sup>

*Schéma 1. Les dimensions et sous-dimensions de la Cohésion sociale pour la Fondation Bertelsmann<sup>44</sup>*



Comme le montre le diagramme, la littérature sur la cohésion sociale fait davantage référence à trois principales composantes : les relations sociales, la connectivité et l'orientation vers le bien commun. La fondation Bertelsmann a, par conséquent, sélectionné ces trois dimensions pour définir la

<sup>42</sup> Schiefer, van der Noll, Delhey, Boehnke, Cohesion Radar: Measuring Cohesiveness, Social Cohesion in Germany – a preliminary Review, Bertelsmann Foundation, 2012.

<sup>43</sup> Schiefer, van der Noll, Delhey, Boehnke, Cohesion Radar: Measuring Cohesiveness, Social Cohesion in Germany – a preliminary Review, Bertelsmann Foundation, 2012, pp. 16-20.

<sup>44</sup> Schiefer, van der Noll, Delhey, Boehnke, Cohesion Radar: Measuring Cohesiveness, Social Cohesion in Germany – a preliminary Review, Bertelsmann Foundation, 2012; p. 20.

cohésion sociale et développé le Radar de Cohésion Sociale. Chacune de ces trois dimensions principales comprennent trois sous-dimension mesurables :

- La dimension *relations sociales* représente la relation horizontale qu'il existe entre les individus et les groupes sociaux que l'on retrouve dans de nombreuses définitions (Berger-Schmitt, Conseil de l'Europe, Chan et al.). Elle renvoie aux **liens et réseaux sociaux** (qualité et quantité des relations sociales et des interactions), à la **confiance horizontale** et à **l'acceptation de la diversité**.
- La dimension *connectivité* fait référence au lien vertical qui unit les personnes et sa communauté aux institutions. Elle renvoie aux **sentiments d'appartenance et d'identité à une unité sociale** (un groupe, une région, un pays, une société ou une communauté supranationale), à la **confiance envers les institutions** et à la **perception d'équité**.
- La dimension d'*orientation vers un bien commun* fait référence à la **solidarité**, la **participation civique** et le **respect de normes sociales**. Elle décrit les actions et les attitudes des membres de la société, à travers lesquelles la responsabilité envers les autres et la communauté s'expriment.<sup>45</sup>

Les neuf sous-dimensions du RCS se composent à leur tour d'un large éventail d'indicateurs tirés d'enquêtes internationales comparatives (par exemple, le Gallup World Poll, World Values Survey) et d'autres sources de données académiques et institutionnelles (par exemple, Vanhanen's (2011) Measures of Democracy).<sup>46</sup> Reposant sur un examen approfondi de la littérature et une méthodologie d'analyse conceptuelle solide, le RCS est une mesure importante. Cependant, le RCS a été construit dans la perspective de suivre la cohésion sociale de pays développés et paisibles et, par conséquent, ne comprend pas d'indicateurs mesurant les inégalités socio-économiques et le sentiment d'insécurité, éléments potentiellement déterminants dans des sociétés inégales et conflictuelles.

## 2.2. L'Indice de Cohésion Sociale pour l'Afrique

L'indice de Cohésion Sociale pour l'Afrique (ICSA) est une mesure régionale de la cohésion sociale développée en 2016 pour le PNUD par l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR).

Pour développer l'ICSA, l'IJR a examiné et comparé les dimensions et indicateurs de sept mesures nationales et africaines développées à travers le monde. Les résultats de ces recherches permirent d'établir que les dimensions et les indicateurs les plus fréquemment utilisés pour mesurer la cohésion sociale sont les suivants :

---

<sup>45</sup> Schiefer, van der Noll, Delhey, Boehnke, Cohesion Radar: Measuring Cohesiveness, Social Cohesion in Germany – a preliminary Review, Bertelsmann Foundation, 2012, pp. 16-20.

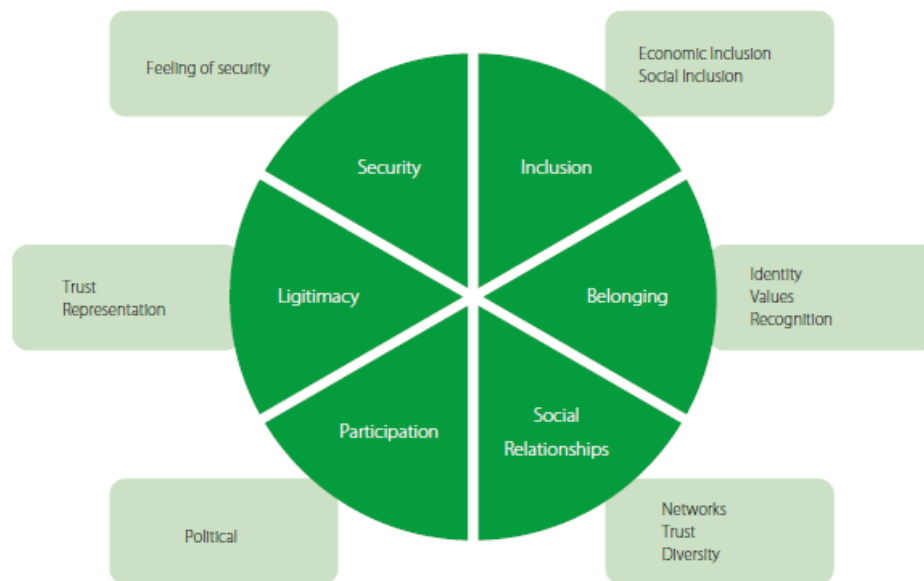
<sup>46</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p. 22.

DIMENSIONS	INDICATEURS
Relations sociales	Confiance interpersonnelle (en d'autres individus)
	Confiance intergroupes (ethnique, raciale, religieuse, socioéconomique, etc.)
Sentiment d'appartenance	Force / valeur de l'identité nationale
	Sentiments d'appartenance et d'inclusion sociale
Inclusion	Approbation des mesures de soutien social
	Perception d'inégalité
Sécurité humaine	Sentiment d'être protégé contre la violence et la criminalité
Participation	Participation civique
	Participation politique
Légitimité	Confiance envers les institutions
Diversité	Acceptation de la diversité
	Expériences et pratiques de la discrimination
Paix et sécurité	Être à l'abri de menaces de violences sociales

A l'issue de cette analyse comparative et d'un examen approfondi de la littérature de la cohésion sociale, l'IJR recommanda de développer d'une mesure de la cohésion sociale pour l'Afrique reposant sur six principales dimensions :

- **L'inclusion (économique et sociale)** renvoie à l'accès et la participation à la vie économique et sociale, y compris la qualité de vie ;
- **L'appartenance (identité, valeurs, reconnaissance)** fait référence à l'identité, les normes et les valeurs partagées, et les sentiments d'acceptation et d'appartenance à la société ;
- **Les relations sociales (réseaux, confiance, diversité)** renvoient aux réseaux sociaux, la confiance dans les individus, l'acceptation et la valeur accordée à la diversité dans une société ;
- **La participation (politique)** fait référence à une implication active dans la vie politique ;
- **La légitimité (confiance, représentation)** réfère à la confiance dans les institutions et le sentiment d'être représenté ;
- **La sécurité (sentiment de sécurité par rapport à la violence ou la criminalité)** renvoie au sentiment de sécurité face à la violence politique ou sociale et à la criminalité.

Schéma 2. Dimensions et sous-dimensions de l'Indice de Cohésion Sociale pour l'Afrique<sup>47</sup>



Seule mesure de cohésion sociale développée au niveau régional pour l'Afrique, l'ICSA fournit une base de référence importante pour la mesure de cohésion sociale au Burkina Faso. Toutefois, en renvoyant la dimension de sécurité à l'absence de violence et de criminalité, elle exclue un indicateur de suivi des changements sociaux important pour les pays faisant face à des conflits externes et/ou complexes (terrorisme) : le sentiment de stabilité et d'une paix durable.

### 2.3. L'Indice de Cohésion Sociale Kényan

Le développement d'un Indice de Cohésion Sociale au Kenya (ICSK) fait suite à la violente crise postélectorale que le pays a expérimentée en 2007 et 2008. Cette crise qui a fait 1500 morts a conduit à la constitution d'une Commission Nationale pour la Cohésion et l'Intégration, chargée de la conception d'une mesure de la cohésion sociale.<sup>48</sup> Etant un des seuls indices à mesurer le changement de cohésion sociale dans un contexte post-conflit en Afrique, l'étude de son cadre conceptuel est essentielle pour le développement d'un indice de cohésion sociale au Burkina Faso.

La commission a développé un indice composite comprenant six dimensions faisant référence aux principaux éléments de la cohésion sociale au Kenya : la prospérité, l'équité, la paix, la diversité, l'identité et la confiance. Chacune de ces dimensions sont à leur tour composées de sous-dimensions qui sont renseignées à travers une série d'indicateurs subjectifs et objectifs.<sup>49</sup>

<sup>47</sup> Schéma issu du rapport de Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p. 34.

<sup>48</sup> National Cohesion and Integration Commission, The Status of Social Cohesion in Kenya 2013, 2014, p. 9; Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, p. 25.

<sup>49</sup> National Cohesion and Integration Commission, The Status of Social Cohesion in Kenya 2013, 2014, pp. 8-11.

DIMENSIONS	SOUS-DIMENSIONS	INDICATEURS
Prosperité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bien-être de la population</li> <li>- Disparités</li> <li>- Marginalisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indice du PIB</li> <li>- Ratio de la population non pauvre</li> <li>- Indice d'éducation</li> <li>- Indice d'espérance de vie</li> <li>- Accès à de l'eau potable propre et salubre</li> <li>- Ratio de la population pouvant se permettre d'acheter toutes choses</li> </ul>
Équité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Égalité</li> <li>- Accès aux services</li> <li>- Participation</li> <li>- Solidarité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne infrastructure routière et répartition équitable</li> <li>- Ratio de ménages ayant accès à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement</li> <li>- Importance de partager les emplois gouvernementaux</li> <li>- Perception de l'écart entre riches et pauvres</li> </ul>
Paix	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coexistence pacifique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurité nationale, loi et ordre</li> <li>- Absence de tension sociale et de violence ethnique</li> <li>- Absence de problèmes sociaux (éclatement familial, drogue, manque d'orientation sociale)</li> <li>- Présence de personnes de différents groupes socio-économiques</li> <li>- Relations avec des personnes de différents groupes ethniques après les violences postélectorales</li> <li>- Absence de conflit de voisinage</li> <li>- Absence de criminalité</li> <li>- Absence de pauvreté, d'insécurité alimentaire ou de chômage des jeunes</li> </ul>
Diversité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Liens sociaux dans un contexte de diversité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communiquer, passer du temps et création de liens d'amitié avec des personnes d'autres groupes ethniques</li> <li>- Soutien des mariages mixtes</li> <li>- Protection sociale</li> <li>- Fierté des coutumes ethniques</li> </ul>
Identité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tolérance</li> <li>- Identité nationale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Importance de l'ethnicité dans la définition de l'identité</li> <li>- Importance de l'appartenance à un groupe ethnique</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>– Force de l'identité communautaire</li> <li>– Fierté d'être kenyan</li> <li>– Importance de voter aux élections nationales</li> </ul>
Confiance	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Interpersonnelle</li> <li>– Institutions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Individus d'autres groupes ethniques</li> <li>– Individus de religions différentes</li> <li>– Institutions (tribunaux, gouvernements, religion, finance, éducation, droits humains, médias)</li> </ul>

Pour renseigner l'ICKS, la Commission repose sur diverses sources de données. Elle mène une enquête nationale (4 860 ménages ruraux et urbains), des consultations de groupe et des entretiens individuels pour renseigner les indicateurs subjectifs et se base sur des données issues de diverses sources au niveau national pour renseigner les indicateurs objectifs.<sup>50</sup> Toutefois, reposant sur de nombreuses sources de données dont la disponibilité temporelle est variable, l'ICKS est une mesure difficilement opérationnalisable.

## 2.4. Le Baromètre de Cohésion Sociale et de Réconciliation d'Afrique du Sud

L'histoire contemporaine de l'Afrique du Sud est marquée par l'apartheid et des tensions sociopolitiques dans un contexte de diversité. En plus de cela, l'Afrique du Sud, a été confrontée à un nombre croissant de menaces pour la cohésion sociale durant la première décennie des années 2000 (Struwig et al, 2013). A présent, cette trajectoire historique offre des ressources pour la compréhension de la cohésion sociale dans des contextes de tensions voire de conflits.

Depuis la fin de l'apartheid, la cohésion sociale a fait l'objet d'un intérêt croissant de la part du gouvernement sud-africain de sorte qu'il a organisé une série des sommets sur la cohésion sociale, qui ont abouti à l'élaboration d'un Baromètre sur la Réconciliation Nationale et la Cohésion Sociale (BRNCS) et une Stratégie Nationale de Cohésion Sociale en 2012.<sup>51</sup> En vue d'élaborer le BRNCS, des chercheurs du Conseil de Recherche en Sciences Humaines (HSRC) ont d'abord cherché à conceptualiser la cohésion sociale en Afrique du Sud en la définissant comme suit : « *la cohésion sociale est le phénomène par lequel des sociétés entières, et les individus qui les composent, sont liés entre eux par des attitudes, des comportements, des règles et des institutions, spécifiques qui reposent plutôt sur le consensus que la coercition pure* ». <sup>52</sup> Ensuite, se basant sur les résultats de l'Enquête nationale sur les attitudes sociales des Sud-africains (*South African Social Attitudes Survey*), le HSRC développa un Baromètre multidimensionnel prenant en compte trois principales domaines : l'économie, le

<sup>50</sup> National Cohesion and Integration Commission, The Status of Social Cohesion in Kenya 2013, 2014, pp. 8-11.

<sup>51</sup> Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016, pp. 27-28.

<sup>52</sup> Struwig, Davids, Roberts, Tilley, Weir-Smith et Tholang Mokhele, Towards a Social Cohesion Barometer for South Africa, 2011, p.3.

socioculturel et l'action civique. Ses domaines sont déclinés en une série d'indicateurs et sous-indicateurs subjectifs et objectifs qui peuvent être renseignés à travers des données secondaires issues de sources variées tels que l'Enquête nationale sur les attitudes sociales des Sud-africains et l'Afrobaromètre.<sup>53</sup>

- **Domaine économique** : ce domaine est renseigné à travers une série d'indicateurs relatifs à l'emploi, les revenus, la santé, l'éducation, les besoins des ménages, l'accès aux services de base et les conflits socio-économiques.
- **Domaine socioculturel** : ce domaine fait référence à des indicateurs liés au réseau social des individus, l'indice de bien-être personnel, la discrimination, la tolérance, le crime et les contacts interraciaux dans la vie des individus.
- **Domaine d'action civique** : l'action civique est renseignée à travers des indicateurs mesurant les perceptions des identités nationales, les performances du régime politique, la confiance des citoyens envers les institutions, l'acceptation des autorités, la participation à des activités politiques légales et illégales, l'intérêt politique des individus et aux règles citoyennes.<sup>54</sup>

Le BRNCS est une référence intéressante pour le développement de mesures de cohésion sociale dans des contextes de fortes tensions sociales et communautaires. Cependant, englobant un large nombre d'indicateurs, le BRNCS risque d'être soumis à des problèmes de multi-colinéarité entre ses variables.

---

<sup>53</sup> Struwig, Davids, Roberts, Tilley, Weir-Smith et Tholang Mokhele, Towards a Social Cohesion Barometer for South Africa, 2011, pp. 4-5.

<sup>54</sup> Struwig, Davids, Roberts, Tilley, Weir-Smith et Tholang Mokhele, Towards a Social Cohesion Barometer for South Africa, 2011, pp. 7-22.

### 3. Examiner la cohésion sociale au Burkina Faso

La première section du présent rapport a fourni un aperçu des concepts et des définitions de la cohésion sociale existantes au niveau international et en Afrique. Ensuite, les caractéristiques méthodologiques d'une série d'indices de cohésion sociale développés en occident et en Afrique ont été examinés à travers la deuxième section de ce rapport.

Afin de développer une mesure de cohésion sociale au Burkina Faso qui soit connectée à l'évolution de ses dynamiques sociales et à la vision de la cohésion sociale de sa population, il est essentiel d'examiner la cohésion sociale au Burkina Faso. C'est ainsi que cette troisième section tente de fournir un diagnostic de la cohésion sociale burkinabè à travers une brève analyse de son contexte politique, socioculturel, démographique et économique.

#### 3.3. Le contexte politique

Le Burkina Faso est gouverné par une autorité centrale qui possède des démembrements régionaux, provinciaux et communaux. L'effectivité de la décentralisation se fait, toutefois, attendre, les autorités décentralisées ne possédant bien souvent pas les moyens suffisants pour exercer les pouvoirs qu'ils leur ont été conférés. Il faut dire aussi que pouvoir étatique et pouvoir traditionnel travaillent côte à côte au point parfois de se confondre à l'échelle locale.

Le 2 juin 1991, l'adoption de la constitution de la IVème République marque le départ de l'ouverture démocratique et du pluralisme démocratique. En 2009, on comptait 137 partis politiques au Burkina Faso. En 2017, le nombre de partis politiques est passé à 148. Cette pléthore de partis évolue dans un système partisan<sup>55</sup> marqué par une incapacité à se doter de véritables projets de développement, des lacunes en matière de ressources humaines, financières et matérielles au niveau de la majorité des partis, une incapacité à constituer des organisations partisans larges et ouvertes ou des coalitions durables. (CGD, 2009). Les partis politiques au Burkina Faso ont toutefois une certaine réputation de partis relativement ouverts au dialogue, qui refusent de recourir systématiquement à la violence dans la compétition politique et qui jusque-là n'adoptent pas des positions qui pourraient ébranler l'unité nationale<sup>56</sup> (CGD, 2009).

---

<sup>55</sup> Le système partisan au Burkina Faso est organisé par la Constitution et la Charte des partis politiques dont deux articles substantiels sont l'article 20 et l'article 21. L'article 20 met en relief : l'interdiction aux partis politiques de faire recours à la violence dans la conquête du pouvoir, l'interdiction de diffuser des opinions ou d'encourager des actions susceptibles de porter atteinte à la souveraineté, à l'intégrité et à la sécurité du Burkina Faso. L'article 21 est relatif à l'interdiction de la diffamation et de l'atteinte à l'honneur et à la vie privée d'autrui.

<sup>56</sup> On peut penser que jusque-là, les partis politiques burkinabè restent fidèles, du moins officiellement à leur vocation telle que soulignée à l'article 13 de la constitution : « les partis et formations politiques se créent librement. Ils concourent à l'animation de la vie politique, à l'information et à l'éducation du peuple ainsi qu'à l'expression du suffrage. Ils mènent librement leurs activités dans le respect des lois. Tous les partis et formations politiques sont égaux en droits et en devoirs. Toutefois, ne sont pas autorisés les partis ou formations politiques tribalistes, régionalistes, confessionnels ou racistes ».

La société civile burkinabè, fortement représentée par sa jeunesse, est reconnue dans la sous-région pour sa capacité à agir sur tous les aspects de la vie publique et est bien souvent à l'origine des grands débats, des contestations et protestations sociopolitiques. Depuis 1966, date du premier soulèvement populaire au Burkina Faso, les organisations de la société civile (y compris les syndicats) apparaissent comme des acteurs des mobilisations vis-à-vis des tares de la gouvernance. Le début du processus de démocratisation en 1991 va permettre un regain d'activisme de la société civile au Burkina Faso. Les organisations de la société civile vont se positionner tout au long de la Présidence de Compaoré comme « garde-fou » vis-à-vis des abus du pouvoir. Le manque de confiance que les populations pouvaient avoir dans les partis politiques, permettait aussi le regain d'activisme des organisations de la société civile en tant que cadre de mobilisation et comme une alternative au dépérissement des organisations partisans dans l'animation de l'espace politique et la revendication des droits face au pouvoir (Fofana 2016). Les Organisations de la Société Civile (OSC), les syndicats et les mouvements sociaux constituent encore aujourd'hui des acteurs importants de l'opposition dans l'action publique au Burkina et jouent également un rôle crucial dans les configurations des crises sociopolitiques.

En ce qui concerne la trajectoire de la gouvernance, depuis le processus de démocratisation entamé en début des années 90 (Nations Unies, 1999), il faut indiquer que cette gouvernance restait marquée par une présence active des militaires au cœur de l'appareil étatique (Sampana, 2015), et au cœur d'un système politique marqué par le néopatrimonialisme. L'exclusion politique et économique des couches majoritaires (Luntumbue, 2013), le semi-autoritarisme (Médard, 1991), la politique de fragmentation des partis de l'opposition (Loada, 2010 : 269-294) vont constituer entre autres des facteurs qui vont conduire à l'émergence des trois grandes crises sociopolitiques de ces trente dernières années au Burkina Faso : en 1998, en 2011 puis en 2014.

Depuis l'insurrection populaire de 2014 mettant fin au 27 ans de pouvoir de Blaise Compaoré, le Burkina Faso a fait face à de nombreuses instabilités politico-sécuritaires. Après la chute du régime, le Burkina Faso a subi un coup d'Etat de l'armée en 2015 et a commencé à être la cible d'attaques djihadistes. Depuis lors, le Burkina Faso est pris dans une spirale de violences sans précédent. Il est confronté à la présence de nombreux groupes terroristes et de groupes d'auto-défense sur son territoire qui commettent des attaques récurrentes engendrant de nombreuses pertes en vies humaines et de lourdes répercussions sur la cohésion sociale de ces communautés. De plus, la faible présence de l'État sur le territoire a contribué à la persistance des tensions sociales, qui continuent d'éroder les mécanismes de résilience traditionnels existants. Les lacunes de gouvernance dans les zones rurales ont conduit à d'âpres conflits communautaires concernant l'accès aux terres et aux ressources naturelles, qui ont souvent dégénéré en règlements de compte et en violence intercommunautaires. À leur tour, les autorités traditionnelles locales ont été affaiblies et ciblées par les mouvements terroristes. Bien souvent obligées de trouver refuge dans les grandes villes ou la capitale, ces acteurs de la gouvernance locale n'ont pas non plus été capable de

défendre leurs communautés contre les attaques et les représailles perpétrées par les différents groupes armés.<sup>57</sup>

Face à cette situation politico-sécuritaire et l'escalade des tensions sociales, le gouvernement burkinabè tend, tout d'abord, à privilégier l'action militaire. Cependant, celle-ci ne donnant que très peu des résultats satisfaisants, le gouvernement décide également de revoir ses politiques publiques de développement. C'est ainsi qu'en 2019, il décide d'inscrire le renforcement de la cohésion sociale parmi les priorités de sa future politique nationale de développement. Il augmente les attributions du ministère de l'administration de la décentralisation en matière de cohésion sociale (MATDC) et nomme un ministre d'Etat en charge de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale. En charge de formuler un cadre politique visant à améliorer la cohésion sociale de la nation, le MATDC décide en 2019 d'élaborer une définition de la cohésion sociale et adopte en 2020 une stratégie quinquennale d'amélioration de la cohésion sociale.

Visant à s'accorder sur une compréhension commune de la cohésion sociale et à uniformiser le dialogue en matière de cohésion sociale, le gouvernement organise un atelier rassemblant plusieurs experts autour de l'élaboration d'une définition nationale de la cohésion sociale. A l'issue de l'atelier, les experts et acteurs étatiques présents adoptent une définition consensuelle de la cohésion sociale et une vision de la cohésion sociale à l'horizon 2025. La définition adoptée est la suivante : « *La cohésion sociale est le vivre-ensemble harmonieux et paisible des communautés qui permet un accès équitable aux ressources, cultive les valeurs collectives partagées (intégrité, solidarité, tolérance, ...) dans le respect des droits humains, des lois et institutions de la république, tout en réduisant les inégalités sociales* ». <sup>58</sup> Quant à la vision de la cohésion sociale à l'horizon 2025, celle-ci est formulée comme suit : « *Un Burkina Faso uni, solidaire et prospère où tous les fils et filles travaillent à promouvoir et consolider la cohésion sociale et l'unité nationale pour un développement durable à l'horizon 2025* ». <sup>59</sup>

Un an plus tard, le MATDC et le ministère en charge de la Réconciliation Nationale et de la Cohésion Sociale adoptent également une Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale 2021-2025 assortie d'un plan d'actions.<sup>60</sup> Il faudra, toutefois, attendre juillet 2021 pour que l'avant-projet soit validé et soumis à l'instance nationale chargée de la cohérence des politiques publiques.<sup>61</sup> Celui-ci prévoit cinq axes stratégiques composés de divers objectifs pour améliorer la cohésion sociale sur le territoire national :

1. Améliorer la prévention et la gestion des conflits ;

---

<sup>57</sup> International Crisis Group, Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, Rapport Afrique n°287, 2020 ; Maglo et Grathwohl, Regional Instability Drives Worsening in Burkina Faso, Fragile State Index, 2020.

<sup>58</sup> Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Un atelier pour définir la cohésion sociale, 2019, disponible au lien suivant : <https://www.matd.gov.bf>

<sup>59</sup> Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Un atelier pour définir la cohésion sociale, 2019, disponible au lien suivant : <https://www.matd.gov.bf>

<sup>60</sup> Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale 2021-2025, 2020.

<sup>61</sup> Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Stratégie nationale de la cohésion sociale : Les acteurs valident l'avant-projet, 2 juillet 2021, disponible au lien suivant : <https://www.matd.gov.bf>

2. Renforcer la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
3. Renforcer le dialogue social et de lutte contre l'exclusion ;
4. Renforcer la coordination et les capacités des acteurs ;
5. Piloter la stratégie.<sup>62</sup>

A travers ce nouveau référentiel stratégique, le gouvernement burkinabè vise à reconstruire les bases solides d'un vivre-ensemble et d'une cohésion sociale nationale et une meilleure coordination des interventions et initiatives d'amélioration de la cohésion sociale dans le pays.<sup>63</sup>

### 3.1 Le contexte socioculturel

La société burkinabè est composée d'une soixantaine d'ethnies possédant des traditions, religions et langues variées. Les trois langues les plus parlées sont le mooré, le dioula et le ffuldè. Au niveau religieux, plusieurs religions sont pratiquées au Burkina Faso dont les principales sont : l'islam, le christianisme et les religions traditionnelles. La société repose sur un ordre social plus ou moins hiérarchisé selon les groupes ethniques et socio-professionnels. Les complexités associées à l'interaction entre les identités ethniques, socio-professionnelles, géographiques et religieuses posent de grands défis pour comprendre la cohésion sociale au Burkina Faso. Au sein de chaque groupe social, les individus possèdent un statut déterminé par leur appartenance familiale, leurs origines culturelles, leur expérience religieuse et leur statut socioprofessionnel. La question de l'identité ne se pose donc pas qu'à travers le prisme de l'« ethnicité », terme qui pose des problèmes de conception et de délimitation spatiale et ethnosociologique en sciences sociales.<sup>64</sup> L'appartenance identitaire des sociétés sahéennes est, par ailleurs, une notion dynamique au vu des mutations et adaptations diverses qu'elles ont traversées au fil de l'histoire et des mouvements de population.

De manière générale, la société burkinabè fait percevoir un climat social relativement stable depuis son indépendance. La cohabitation entre les différentes communautés se fait dans la plupart du temps sans heurts majeurs. Les questions de différenciation idéologique, culturelle ou encore du mode de vie n'ont pas été un frein à la réalisation d'une relative cohésion sociale. Jusque dans les années 2000, le Burkina Faso était même fréquemment cité comme un modèle de société en matière de cohésion sociale et de respect de la diversité culturelle et religieuse, dans un environnement régional marqué par des crises multiformes. La cohésion sociale au Burkina Faso semblait de ce fait résister aux nombreuses épreuves rencontrées et aux velléités de désunion sociale que la plupart des pays africains connaissent (Nations Unies, 2016). De plus, la société burkinabè fût longtemps marquée par l'interpénétration entre les individus issus d'ethnies différentes. Cette interpénétration peut se constater au détour des « grins de thé », des « kiosques à café » ou encore des « maquis » dans

---

<sup>62</sup> Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale 2021-2025, 2020.

<sup>63</sup> Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale 2021-2025, 2020.

<sup>64</sup> Niang et Lecocq, Identités sahéennes en temps de crise : Histoires, enjeux et perspectives, Politique Africaine, 2020, p. 15.

les deux grandes villes du pays : Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. L'espace politique n'échappant pas à cette donne, il y avait et il y a encore une interconnaissance entre les hommes politiques qui ont pratiquement « fréquentés les mêmes écoles, entretiennent des liens sociaux entre eux, ont fréquenté ensemble les mêmes cellules universitaires de formation idéologique (...). La connaissance mutuelle et les liens sociaux entre les acteurs politiques, peut être perçue comme un bouclier face aux conflits politiques dans l'histoire du Burkina Faso. Elle a favorisé la tolérance entre les acteurs. ».

Par ailleurs, le sentiment patriotique et d'appartenance à une nation commune, encore vivifié davantage lors de l'époque sankariste, semble prépondérant au sentiment d'appartenance communautaire.<sup>65</sup> Ce sentiment d'appartenance nationale pourrait notamment s'expliquer par le fait que la révolution sankariste avait pour volonté de « Faire descendre » l'Etat vers les « Masses populaires », une volonté de construction de l'Etat-Nation « par le bas » (Loada, 2017). Ainsi, « La révolution sankariste, en visant l'implication de tous dans la formation de l'imaginaire national, a apporté quelque chose d'essentiel à l'œuvre de viabilisation émotionnelle de la nation (...) » (Beucher, 2010). Outre la valorisation du patriotisme, la rhétorique révolutionnaire sankariste a également répandu l'objectif des intérêts et du bien-être collectif en créant l'image du citoyen exemplaire au service de la cause révolutionnaire pour qui l'intérêt des masses populaires prime sur l'intérêt personnel (DOP, 1983).

Cependant, 30 ans après l'époque sankariste, le Burkina Faso voit sa cohésion sociale délitée par l'accroissement des conflits locaux et l'émergence des mouvements radicaux et terroristes sur son territoire. L'ancien ordre statutaire intra et intercommunautaire est à présent régulièrement contesté. Au niveau intracommunautaire, certaines figures de l'extrémisme violent surfent sur les structurations endogènes des communautés pour contester les ordres établis et ébranler le vivre-ensemble. Malam Ibrahim Dicko à travers son organisation « Ansarul Islam » s'était ainsi fait le porte-voix des Rimaibés, catégorie sociale peulh anciennement assujettie à la noblesse peulh, qu'il incitait à contester l'ordre social et politique marqué par les inégalités sociales, les injustices, la mal gouvernance (Savadogo, 2018). A ce propos, dans son rapport Afrique N°254 du 12 octobre 2017, International Crisis Group informait déjà que : « *Ansarul Islam, créé par Malam Ibrahim Dicko, un prêcheur originaire du Soum, est né de la contestation de l'organisation sociale en vigueur dans la province. Des années durant, Malam prône l'égalité entre les classes sociales. Il remet en cause la toute-puissance des chefferies coutumières et le monopole de l'autorité religieuse détenu par les familles maraboutiques, qu'il accuse de s'enrichir aux dépens des populations. Cette rhétorique lui vaut un écho considérable, surtout parmi les jeunes et les cadets sociaux* ». <sup>66</sup>

Au niveau intercommunautaire, la fragilisation de la cohésion sociale et les tensions sont également palpables. Le vivre-ensemble est éprouvé par des conflits, qui peuvent atteindre des niveaux d'extrêmes violences entre les communautés. Ces violences s'exercent souvent sous fond de

---

<sup>65</sup> Afrobaromètre, Identité ethnique ou nationale, Données Round 7, 2016/2018, disponible au lien suivant : <http://afrobarometer.org/>

<sup>66</sup>International Crisis Group, Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017.

stigmatisation communautaire ou de contrôle des ressources. Les événements tragiques de Yirgou, et ceux d'Arbinda, pour ne citer que ceux-ci, ébranlent à présent l'idée d'un pays résilient qui a toujours pu éviter les crises déstructurant du « vivre-ensemble ». Ainsi, il se pose à présent au Burkina Faso avec plus d'acuité la question de la cohésion sociale et de la Nation « Une et Indivisible ». Déjà en 2015, à la suite des élections municipales, il a été enregistré des violences politiques avec des relents communautaires, dont l'un des plus marquants fût le cas de Karanguasso-Vigué dans l'Ouest du pays. Au regard des nombreux griefs exprimés par les communautés, en particulier des jeunes vis-à-vis de l'Etat, et des sentiments d'exclusions ressentis par les populations sahéliennes et de l'Ouest du pays, le renforcement de la cohésion sociale et du sentiment d'identité nationale semblent s'être érigés en objectifs publics cruciaux si l'on veut éviter les chocs qui pointent à l'horizon.

### 3.2 Le contexte démographique et économique

La population burkinabè compte 20 870 060 personnes en 2019 dont 53,6% ont un âge compris entre 0 et 17 ans.<sup>67</sup> Sa population a plus que triplé depuis les années 60, avec un taux de croissance démographique moyen actuel de 3,1% par an, ce qui pose un réel défi en termes d'accès aux ressources, de création de richesse, de sécurité alimentaire et d'accès aux services sociaux de base.

D'un point de vue économique, le Burkina Faso est un pays à faible revenu, aux ressources naturelles limitées et sans ouverture maritime. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture et l'exploitation des ressources minières. A ce jour, le pays compte treize mines en production dont onze mines d'or, une mine de zinc et une autre de manganèse. La découverte et l'exploitation de ces richesses naturelles a engendré au fil du temps des attentes des populations vis-à-vis des gouvernants en matière de partage des richesses. Or, la mauvaise répartition des dividendes de ces ressources a engendré des inégalités sociales conduisant à des tensions sociales et politiques. Au niveau des couches sociales les plus défavorisées et vulnérables, il émerge un sentiment de frustration susceptible de conduire à l'explosion de revendications violentes. Les femmes et les jeunes constituent les couches les plus importantes numériquement, en plus des populations pauvres (dans les périphéries urbaines et en milieu rural), ils sont pourtant marginalisés du champ économique. Cette inertie sociale intergénérationnelle et cette exclusion de participation à la vie économique rime également avec une participation politique limitée de ces couches, vu l'impact de « l'argent » dans le fonctionnement du système politique<sup>68</sup>. Il en résulte que tous ces facteurs contribuent à une faible inclusion économique d'une majorité de la population et au renforcement des inégalités et tensions sociales.

---

<sup>67</sup> Institut National des Statistiques Démographiques, projections démographiques 2009.

<sup>68</sup> Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD), 2019, Rapport d'analyse d'économie politique du Burkina Faso.

L'accès aux ressources joue un rôle clé dans la création et le maintien de hiérarchies sociales au Burkina Faso. Aussi, plusieurs phénomènes sociaux conjugués (la décentralisation, les politiques de développement agricole, l'absence de systèmes intégrés de l'agriculture et l'élevage, le déplacement des routes migratoires traditionnelles, les sécheresses des années 1974 et 1984) ont muté les relations sociales entre pasteurs et éleveurs mais ont également ravivé un discours sur l'autochtonie et l'inaliénabilité des terres visant à légitimer l'appropriation foncière par certaines collectivités se considérant « autochtones » au détriment des autres dites « allogènes » ; et visant à remettre en cause les conventions foncières conclues par leurs parents. Ces revendications, prônées par certains acteurs locaux et politiciens, alimentent des discours stigmatisants et discriminants à caractère ethnique envers les éleveurs transhumants, jugés par les agriculteurs comme des « sans terre », avec le risque de créer des dynamiques de conflits autour des identités comme celles expérimentées par la Côte d'Ivoire.

En outre, l'accès aux services administratifs et sociaux de base (école, santé, sécurité, justice) n'est pas financièrement envisageable pour une partie de la population. De plus, leur accès est relativement limité d'un point de vue géographique dès qu'on sort des grandes villes. Les disparités de richesse territoriales, le plus souvent réduites à la dynamique « *centre vs. périphérie* » sont également un défi majeur pour le Burkina Faso. Selon certains analystes, ces disparités d'accès aux ressources et services de base entre le centre et les périphéries expliqueraient en grande partie la crise de gouvernance du monde rurale qui s'exprime aujourd'hui à travers des violences multiformes (conflits locaux, attaques terroristes, banditisme).<sup>69</sup> Savadogo (2018) indique par exemple qu'il y a une ligne de fracture de plus en plus grande entre l'Etat moderne et la société burkinabè. Cette fracture fragilise la cohésion sociale et peut se décrire comme suit : « *La fracture entre le centre urbain et la périphérie rurale se manifeste désormais par une relation de violence réciproque. Ce qui a eu pour conséquence de contribuer à faire prospérer la violence et particulièrement l'extrémisme violent et le terrorisme dans les zones rurales.* » En effet, il n'a pas fallu une demi-décennie pour que les mouvements extrémistes violents de la région comprennent que la rupture de confiance entre les populations vivant en périphérie et l'Etat deviendrait rapidement un argument imparable sur lequel basé son discours pour s'attirer les faveurs des populations.

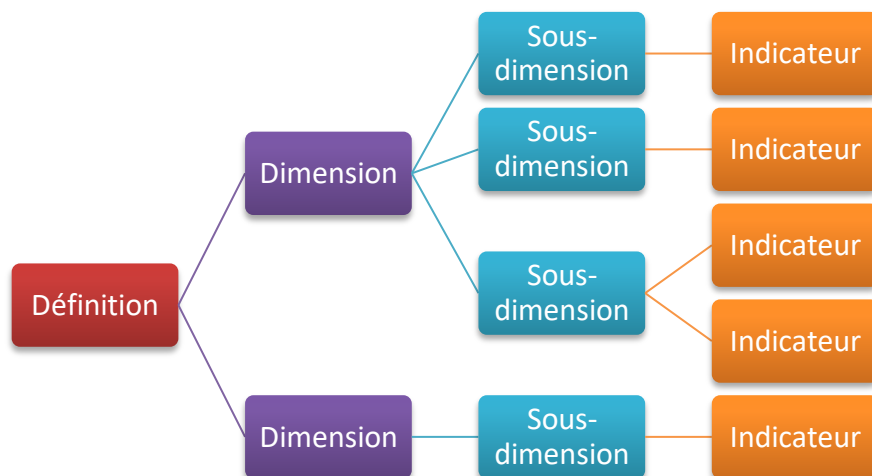
---

<sup>69</sup> International Crisis Group, Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, Rapport Afrique n°287, 2020.

## 4. Concevoir un indice de cohésion sociale pour le Burkina Faso

Les précédents chapitres ont présenté une étude approfondie du concept et des fondements théoriques de la cohésion sociale (chapitre 1), une comparaison des mesures de référence au niveau international et africain (chapitre 2) et un examen du contexte de la cohésion sociale au Burkina Faso (chapitre 3). Se basant sur les résultats des chapitres précédents, ce chapitre se concentre à présent sur le développement d'un cadre conceptuel pour une future mesure de la cohésion sociale au Burkina Faso. Le défi sera, toutefois, de concevoir une mesure qui soit théoriquement pertinente en tenant compte de sa capacité d'être aisément opérationnalisée et déployée sur le territoire national. L'objectif recherché est, dès lors, d'une part, de concevoir un indice fondé sur les travaux existants et représentant la vision nationale de la cohésion sociale, et d'autre part, de développer une mesure facilement utilisable, permettant de mesurer la cohésion sociale dans le temps et susceptible d'être mis en œuvre à différents niveaux de désagrégation géographique.

Pour développer cet indice, nous avons suivi une méthodologie qui peut se résumer en trois grandes étapes : 1) la confirmation d'une définition de la cohésion sociale au Burkina Faso 2) la sélection de dimensions et sous-dimensions et 3) la désagrégation des dimensions en une série d'indicateurs subjectifs et objectifs.



### 4.1. La confirmation d'une définition de la cohésion sociale pour le Burkina Faso : la cohésion sociale définie par les burkinabè

La revue de la littérature (*chapitre 1*) établit clairement qu'il n'existe pas de définition unique, consensuelle et à portée universelle de la cohésion sociale. Or, pour pouvoir mesurer la cohésion sociale au Burkina Faso, il est essentiel d'apporter une clarification conceptuelle de ce qui doit être entendu par la « cohésion sociale » au niveau national.

Tenant compte de la proposition faite par les experts nationaux et afin de s'inscrire dans le cadre de la politique nationale du pays, ce rapport propose d'utiliser la définition nationale de la cohésion sociale adoptée en 2019 par le MATDC : « *La cohésion sociale est le vivre-ensemble harmonieux et paisible des communautés qui permet un accès équitable aux ressources, cultive les valeurs collectives partagées (intégrité, solidarité, tolérance, ...) dans le respect des droits humains, des lois et institutions de la république, tout en réduisant les inégalités sociales* ». <sup>70</sup>

Cette définition met, par ailleurs, l'accent sur un certain nombre d'éléments du concept de cohésion sociale que l'on retrouve dans l'examen de la littérature (*chapitre 1*) et les mesures existantes (*chapitre 2*) :

- le vivre-ensemble harmonieux et **paisible des communautés** ;
- l'accès **équitable aux ressources** ;
- le partage de **valeurs communes** : intégrité, solidarité, tolérance ;
- le **respect des droits humains, des lois et institutions** de la république ;
- la lutte contre les **inégalités sociales**.

Cette définition présente la cohésion sociale comme un objectif sociétal à atteindre et présuppose que la société burkinabè sera plus cohésive si ses communautés vivent ensemble paisiblement, accèdent équitablement aux ressources nationales, partagent les mêmes valeurs, respectent les normes de l'Etat et réduit ses inégalités sociales.

## 4.2. L'examen et la sélection de dimensions et sous-dimensions

### 4.2.1. Le processus d'examen et de sélection

Bien que le concept de la cohésion sociale soit multiforme et qu'aucune mesure de cohésion sociale ne pourrait représenter tout sa multidimensionnalité<sup>71</sup>, le meilleur moyen pour l'opérationnaliser et la mesurer est de développer un indice composite pluridimensionnel constitués d'éléments qui caractérisent la cohésion sociale de la société burkinabè.

Or, plusieurs composants constitutifs du concept de cohésion sociale au niveau global, en Afrique et au Burkina Faso ont pu être dégagés à partir de la revue de la littérature sur la cohésion sociale (*chapitre 1*), l'examen comparatif des mesures de référence au niveau international et africain (*chapitre 2*), de l'examen de son contexte et de sa définition au niveau national (*chapitres 3 et 4*).

Premièrement, l'examen de la littérature sur le concept et les définitions existantes de la cohésion sociale et l'analyse comparative des dimensions de certaines mesures internationales et africaines

---

<sup>70</sup> Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Un atelier pour définir la cohésion sociale, 2019, disponible au lien suivant : <https://www.matd.gov.bf>

<sup>71</sup> Hooghe, The Development of a Comprehensive Social Cohesion Indicator for Belgian Communities. Data Reduction Techniques for Community Level Data, 2011, p. 3.

ont permis d'identifier que les dimensions suivantes sont les plus communément utilisées pour définir et mesurer la cohésion sociale :

- les réseaux/connectivité et les relations sociales
- la perception d'équité et le sentiment d'inclusion socio-économique
- le respect de la diversité
- la confiance interpersonnelle (horizontale)
- la confiance envers les institutions (verticale),
- les normes et valeurs partagées
- le bien-être
- l'orientation vers un bien commun
- la représentation
- la participation à la vie publique
- le sentiment d'appartenance
- le sentiment d'identité
- la sécurité humaine
- la paix durable

Il convient, néanmoins, de noter que certaines mesures de cohésion sociale intègrent également d'autres dimensions pertinentes telles que la qualité de vie (Council of Europe, 2005 ; Australian Institute for Health and Welfare, 2005), l'estime de soi (Scanlon-Monash Index of Social Cohesion, 2017), le contrôle social et l'ordre social (Janowitz 1975, Sampson, 1986; Sampson et al., 1997, 2002; Bursik and Grasmick, 1993). Il semblerait, toutefois, que ces éléments soient davantage inhérents à la notion de cohésion sociale des sociétés occidentales.<sup>1</sup>

Deuxièmement, l'analyse du contexte de la cohésion sociale au Burkina Faso (chapitre 3) et l'examen de sa définition nationale (chapitre 4) ont permis d'affiner la sélection et d'identifier les éléments caractérisant davantage la cohésion sociale de la société burkinabè :

- la tolérance et le respect de la diversité
- les réseaux et relations inter/intracommunautaires
- l'interdépendance et la solidarité
- la confiance interpersonnelle
- la légitimité et la confiance envers les institutions
- le partage de valeurs et normes communes
- le sentiment d'appartenance nationale
- le sentiment d'identité

Enfin, afin d'assurer que les dimensions choisies capturent bien les dynamiques sociétales du Burkina Faso et soient bien connectées à la vision qu'on les burkinabè de la cohésion sociale, une réunion d'experts sur le concept de cohésion sociale et ces composantes fut également organisé. Cette réunion rassembla divers experts multidisciplinaires - incluant des sociologues, psychologues, économistes, politologues - et des intervenants nationaux et internationaux travaillant dans le

domaine de la cohésion sociale offriront leurs propres perspectives sur la cohésion sociale nationale, ses composantes et les facteurs d'influence. Dans un premier temps, les participants échangèrent longuement sur les facteurs d'amélioration et de division de la cohésion sociale. Il ressortit des discussions que « l'insécurité, le terrorisme, les conflits inter/intracommunautaires, la corruption, la mauvaise gouvernance, les dynamiques inter/intra-religieuses, la méfiance des populations envers les forces de défenses et de sécurité, la frustration socio-politique et le manque de mécanisme de justice (traditionnel ou étatique) » constituaient les principaux facteurs de division du vivre-ensemble. Ensuite, se basant sur leur expertise, les résultats de nos analyses et les dimensions évoquées ci-dessus, les participants réfléchirent ensemble aux composantes de la cohésion sociale burkinabè et à l'issue de l'atelier proposèrent de sélectionner les éléments suivants pour constituer l'indice de cohésion sociale au Burkina Faso :

- l'équité d'accès aux services sociaux de base et l'égalité d'accès aux ressources
- la confiance envers les institutions
- le partage et le respect de normes communes
- la perception des relations sociales et intercommunautaires et des liens de solidarité,
- la tolérance et l'inclusion
- le sentiment d'appartenance et d'identité nationale
- la représentation et légitimité
- l'absence de conflits, tensions communautaires

#### 4.2.2. Les dimensions et sous-dimensions sélectionnées

Se basant sur les conclusions de cet atelier-débat et les résultats des chapitres et analyses précédents, les dimensions et sous-dimensions suivantes furent considérées comme constitutives de la cohésion sociale burkinabè et, furent, dès lors, celles sélectionnées pour développer et opérationnaliser l'indice de cohésion sociale :

- **les relations sociales** : la confiance inter-groupes et inter-individus (horizontale), l'acceptation de la diversité (culturelle, religieuse, ethnique, politique, sociale), le respect mutuel et la solidarité ;
- **l'appartenance** : les valeurs et normes partagées, le sentiment d'appartenance et d'identité nationale ;
- **l'inclusion** : l'inclusion sociale et l'équité et l'inclusion économique et la prospérité ;
- **la légitimité** : la confiance institutionnelle (verticale) et la représentation ;
- **la sécurité et paix** : le sentiment de sécurité personnelle et collective et la perception d'une paix durable.

La première dimension, les **relations sociales**, renvoie aux sous-dimensions de confiance, de respect mutuel, d'acceptation de la diversité et de solidarité. La **confiance personnelle** -confiance entre individus- et la confiance **interorganisationnelle** -entre des groupes sociaux similaires ou différents- est un aspect primordial de la cohésion sociale d'une société et en particulier dans les pays fragiles

et en conflit (Gambetta 1988 ; Commission Economique pour l'Afrique, 2016). Cela s'explique par le fait que la confiance est une précondition fondamentale à la sécurité ontologique de l'individu et au processus de construction des sociétés/nations, au fonctionnement des institutions modernes telles que le marché, la démocratie et l'État et qu'elle est cruciale pour surmonter les problèmes collectifs fondamentaux. Lorsque le degré de confiance est bas, les études empiriques ont démontré que les conflits sont plus probables (Gambetta 1988 ; Langer et al. 2015). Il existe donc une corrélation importante entre la confiance horizontale d'un peuple et sa conflictualité. Faisant également référence au respect de la parole donnée, la confiance est indispensable pour œuvrer collectivement à la résolution des problèmes et permettre aux communautés de progresser de concert (Commission Economique pour l'Afrique, 2016). Par ailleurs, de hauts niveaux de confiance entre les membres d'une société ont démontré influencer positivement sur leur bien-être (Salehi et al., 2014 ; Commission Economique pour l'Afrique, 2016). Il existe également une corrélation positive entre confiance et prospérité économique (Knack et Keefer, 1997), du fait que la confiance facilite l'augmentation des investissements consacrés aux capitaux physiques et humains, ce qui contribue dans une certaine mesure à accélérer la croissance économique (Dearmon et Grier 2009). L'acceptation de la **diversité** culturelle, ethnique, politique, socio-économique et religieuse est également considérée comme un élément clé des relations sociales, en particulier au Burkina Faso où les religions, ethnies et cultures sont multiples. Plusieurs théoriciens se sont penchés sur la question de savoir si les diversités en particulier ethniques avaient un impact positif ou négatif sur la cohésion sociale. Pour autant, ils ne sont pas unanimes quant à la réponse à donner. Pour Durkheim, quel que soit la société considérée, l'hétérogénéité culturelle et ethnique est une constante. Il est dès lors nécessaire d'intégrer dans la stratégie de cohésion sociale la reconnaissance de cette diversité, ce qui permet d'engendrer un sentiment d'appartenance à la société dans laquelle on vit puisqu'on y est reconnu (Durkheim, 1867)<sup>72</sup>. Au contraire, Alesina et La Ferrara estiment que dans les sociétés en développement, un haut niveau de diversité risque de générer plus de conflits et de susciter de faibles niveaux de coopération entre les communautés. Les différences ethniques peuvent avoir tendance à renforcer les fractures surgissant au sein des sociétés, mais ce n'est pas toujours le cas, car les différences ne constituent pas intrinsèquement des causes de divisions ; les tensions sociales pouvant être le produit d'autres forces (Alesina et La Ferrara, 2005). Pour Casey et Owen, le fractionnement ethnique est une variable endogène, c'est-à-dire qu'elle évolue en même temps que les inégalités de revenus et la croissance économique (Casey et Owen, 2014).<sup>73</sup> Les théories présentant la diversité ethnique comme un frein au développement ou un facteur de division sont toutefois à prendre avec prudence surtout lorsqu'on sait que les pays africains possédant le plus grand nombre d'ethnies ont expérimenté des conflits moins violents que certaines sociétés plus homogènes (Commission Economique pour l'Afrique, 2016). Les liens entre diversités religieuses et cohésion sociale ne sont également pas très clairs (Commission Economique pour

---

<sup>72</sup> Plasman, Fondation pour la solidarité, Cohésion Sociale, 2004.

<sup>73</sup> La Commission Economique pour l'Afrique, La cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016, p. 43.

l'Afrique, 2016). Jusqu'en 2016, le Burkina Faso était fier de son passé de tolérance religieuse, avec d'innombrables exemples de groupes sociaux et ménages aux croyances multiples vivant ensemble harmonieusement. Or, l'évolution récente de la situation, marquée par une insécurité de plus en plus associée à l'intolérance religieuse, indique que cette harmonie est à présent sous pression. Ainsi, il est clair que la reconnaissance de la diversité et le respect de ces différences est un élément primordial de la cohésion sociale au Burkina Faso. Interreliée aux notions de confiance et d'acceptation de la diversité, le **respect mutuel** renvoie davantage au respect des traditions, des modes de vie et des cultures variés entre les différentes communautés. **L'interdépendance et la solidarité** réfère à la reconnaissance par différents groupes identitaires de leurs obligations et engagements réciproques et de l'interdépendance existante entre leurs ambitions individuelles et communautaires. L'interdépendance d'une société vient du fait que ses groupes et individus ont la volonté de coopérer, de s'entraider en vue d'atteindre un objectif commun, un intérêt collectif. Ainsi, il peut se mesurer notamment par les niveaux de participation civique et de responsabilité collective et les mécanismes de solidarité et serviabilité existants entre les individus, groupes, collectivités et générations de la société (International and Ibero-American Foundation for Administration and Public Policies 2011). La cohésion et la paix exigent d'ailleurs une certaine interdépendance mutuelle entre les membres de la société (Léon Bourgeois, 2019).

La deuxième composante, **l'appartenance**, fait référence aux valeurs et normes partagées, à l'identité et au sentiment d'appartenance à un groupe, à une société voire à une Nation. Les valeurs partagées définissent les identités du groupe (Ashforth, Harrison et Corley, 2008; Haslam, 2004; Schein, 1990), ils orientent les membres du groupe vers des objectifs communs (Edwards et Cable, 2009; Haslam, Egghins et Reynolds, 2003; Turner, 1991)<sup>74</sup> et renforcent la confiance et la solidarité de ses membres. La création de **valeurs et normes partagées** est, par conséquent, très importante pour le fonctionnement d'un groupe. Elle renvoie également à la normalisation d'un ordre social, une société étant plus sûre lorsque ses membres ont une même vision des normes sociales et des comportements qui devraient être sanctionnés (Cartwright, 1950 ; Cartwright and Zander, 1953). En revanche, dans les sociétés composées de groupes culturellement divers, la notion de valeurs partagées et de normalisation sociale est généralement moins forte au départ (Meeussen et al. 2018). Dans ces situations, ce sont les valeurs partagées créées au fil du temps (Meeussen et al. 2018) et les règles acceptables par tous qui importent plus que la nécessité d'avoir une « communauté de valeurs » au départ (Rawls). Le **sentiment d'appartenance** renvoie à un territoire (village, commune, région, nationale) et à une **identité** (religieuse, ethnique, culturelle, socio-économique) (Kearns et Forrest). Ce sentiment d'appartenance est très important pour la durabilité du groupe et les motivations de ses membres (Bollen et Hoyle 1980). Lorsque des individus possèdent un fort sentiment d'appartenance à leur communauté, ils développent un sentiment de solidarité envers

---

<sup>74</sup> Meeussen, Agneessens, Delvaux et Phalet, Ethnic diversity and value sharing: A longitudinal social network perspective on interactive group processes, *British Journal of Social Psychology* (2018), 57, 428–447, 2018.

leurs membres ainsi qu'un sentiment de confiance. (Miller 2000).<sup>75</sup> La perception qu'ont les gens de leur identité est également pertinente pour la stabilité d'une nation, car les conflits intercommunautaires sont plus probables si les identités de groupe sont perçues comme fortes par rapport aux identités nationales (Langer *et al.* 2015). Inversement, si les gens mettent l'accent sur les identités nationales, cela indique qu'ils se considèrent comme impliqués dans un projet national commun. En revanche, le sentiment d'appartenance identitaire à un groupe ne signifie pas que le niveau de cohésion sociale sera nécessairement plus bas (Langer *et al.* 2015). Dans les sociétés multiculturelles, pour que la société soit socialement cohésive, cela requiert un certain équilibre entre diversité et unité : des individus valorisant à la fois l'identité de leur groupe et leur identité nationale. A ce propos, les résultats de l'Afrobaromètre ont démontré qu'entre 2016 et 2018 la majorité des burkinabè se sentaient autant burkinabè qu'appartenant à l'identité de leur groupe culturel ou ethnique (38%). Plus d'un tiers de la population se sentait uniquement burkinabè (37%) et seulement 7% se sentait davantage appartenir à leur groupe ethnique qu'à la nation.<sup>76</sup>

La troisième composante, **l'inclusion**, se rapporte à **l'absence d'exclusion sociale et d'inégalités économiques** structurels quant à l'accès et à la participation aux ressources, aux services de base, aux infrastructures et à la vie socio-économique, incluant la qualité de vie. Les inégalités peuvent tout aussi bien être horizontales (parmi des groupes de personnes) que verticales (entre tous les individus d'une société) et l'exclusion peut être sociale, économique, politique ou culturelle. Les inégalités horizontales jouent un rôle crucial dans les sociétés multiculturelles parce que ce sont les inégalités flagrantes entre les groupes sociaux qui généralement alimentent l'insécurité et les conflits violents (Stewart, 2008 ; Cederman, Weidmann et al., 2011 ; Langer et al., 2015). En effet, si la pauvreté et les inégalités sont en soi rarement une cause de violence, l'exclusion sociale et/ou économique liée à un groupe d'identité exclu est un facteur très important dans la formation des conflits (Mari Fitzduff 2007). Au sein d'une même communauté, les discriminations sociales intracommunautaires causées par les liens familiaux, les liens de castes ou le rang socioprofessionnel combinées aux écarts intergénérationnels peuvent également jouer un rôle important dans l'harmonie et le système de gouvernance du groupe (ICG 2017)<sup>77</sup>. La présence d'inégalités sociales et économiques peuvent également engendrer un impact négatif sur la solidarité d'une société, la confiance de ses membres et le sentiment d'appartenance à une nation commune (Uslaner and Brown, 2005). La justice sociale et la perception d'un traitement équitable et juste opérée par le gouvernement entre ces différents individus ou groupes sociaux (égalité verticale) sont également essentielles à la cohésion et la stabilité nationale. Enfin, la présence de disparités territoriales et de sentiments de marginalisation socioéconomique des populations rurales sont également des éléments cruciaux pour la cohésion et la prospérité d'une nation. C'est pourquoi il est crucial que

---

<sup>75</sup> Hooghe, The Development of a Comprehensive Social Cohesion Indicator for Belgian Communities. Data Reduction Techniques for Community Level Data, 2011, p.4.

<sup>76</sup> Afrobaromètre, Analyse en ligne Round 2016-2018, disponible au lien suivant : <http://afrobarometer.org>

<sup>77</sup> International Crisis Group, Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 2017.

les gouvernements adoptent des politiques publiques en matière d'emploi, de pauvreté, de redistribution des revenus mais également mettent l'accent sur le bien-être et l'inclusion sociale des groupes de citoyens particulièrement vulnérables (enfants, familles en situation d'extrême pauvreté, « cadets » de la société, migrants et minorités).<sup>78</sup>

La quatrième composante, la **légitimité**, renvoie aux notions de **représentation** et de **confiance verticale**. La confiance verticale est la confiance qu'ont les citoyens envers leurs institutions. La légitimité des institutions d'une nation joue un rôle très important dans le niveau de confiance que les citoyens ont de leurs représentants et leur niveau de participation qui à son tour contribuent grandement à la création d'un sentiment d'identité collective et d'appartenance à une même nation (Jenson, 1998). Une administration inégale de la justice, des politiques de sécurité humaine inefficaces, une transparence limitée des institutions et la perception de la corruption par les populations sapent la légitimité des systèmes politiques et engendrent une diminution de la confiance envers les politiciens (Seligson, 2002 ; ECLAC, 2007). Or, l'érosion de cette légitimité et de la confiance des citoyens envers leurs institutions peut mener à des tensions socio-politiques (protestations, manifestations) mais également à une érosion de la croissance économique due à la réduction des investissements. L'inclusion des minorités au sein des institutions est également essentielle à la représentation. Leur présence au sein des institutions est un ingrédient fondamental de la cohésion sociale, considéré comme un standard d'égalité et d'inclusion politique qui va au-delà des barrières du groupe concerné et contribue à conférer aux accords sociaux une plus grande légitimité (ECLAC, 2007). Enfin, la représentation peut également se mesurer à travers la perception qu'on les citoyens de la capacité de leur Etat à réagir face à des menaces ainsi que leur degré d'optimisme face au futur de la nation.

Enfin, la cinquième composante, **la sécurité et la paix**, fait référence à la **sécurité personnelle**, à la **sécurité collective** et à la **paix durable**. La sécurité personnelle est définie comme la mesure selon laquelle les individus et les communautés se sentent en sécurité face à la violence et la criminalité dans la vie quotidienne. La sécurité personnelle est la crainte de subir une agression sur sa personne, ses proches (physique) ou ses biens (matérielle) dans l'espace public ou à son domicile. Le sentiment d'insécurité personnelle renvoie aux menaces venant de soi-même (drogues, suicides) et d'autres individus (délinquance, criminalité). La sécurité collective renvoie, quant à elle, à la notion de protection du groupe social, ce qui procure un sentiment d'identité rassurant et un sentiment de protection de la communauté. Les tensions entre des groupes sociaux (pasteurs-éleveurs, autochtones-allogènes) et/ou les discriminations et marginalisations de certaines communautés identitaires posent des risques pour la sécurité collective. Par ailleurs, dans ce cadre-ci, il faut également comprendre la notion de sécurité comme se rapportant à l'administration de la justice, au respect de l'Etat de droit et des droits humains et à l'existence d'institutions de sécurité responsables et de mécanismes de gestion des conflits. L'effondrement de **l'Etat de droit** et

---

<sup>78</sup> Plasman, Fondation pour la cohésion sociale, Cohésion sociale, 2004, p. 10

l'impunité face à la **violation des droits humains** engendre une érosion de la confiance des citoyens qui ne croient plus en la capacité de l'Etat de leur assurer une sécurité légale et physique et de résoudre les conflits. Dans cette situation, la légitimité de l'Etat et de ses institutions seront alors mises à mal et les citoyens seront plus susceptibles d'utiliser des moyens violents et la vindicte populaire pour protéger leur sécurité personnelle et résoudre leurs conflits.<sup>79</sup> Par ailleurs, une mauvaise administration de la justice et le non-respect de l'égalité devant la loi constitue une menace à la cohésion sociale. Lorsque les gens perçoivent une injustice et une discrimination profonde dans les règles du jeu, cela conduit à la perte de leur confiance envers les institutions judiciaires, à de nouvelles transgressions des règles, à l'institutionnalisation de la corruption et à la privatisation des conflits. Ainsi, si les gens ont la perception que le principe de l'égalité devant la loi n'est pas appliqué et qu'il existe des inégalités marquées dans l'accès aux droits, il sera impossible de parvenir à une société cohésive (ECLAC, 2007). Quant à la **paix durable**, elle renvoie à une dimension nationale et non plus personnelle, l'absence de conflits et de menaces à la sécurité nationale (guerre, terrorisme, guerre civile, putsch, etc.). Cette sous-dimension importe car l'on peut se sentir en sécurité personnelle pour soi et pour sa communauté, mais percevoir un climat de tension général. Toutefois, La cohésion sociale ne signifie pas l'absence totale de tensions ou de conflits. Les tensions surgissent dans tout groupe de personnes, quelles que soient leurs dispositions génétiques, leurs segmentations ethniques ou autres caractéristiques (North, Wallis et Weingast, 2012 ; Commission Economique pour l'Afrique, 2016). Le concept de cohésion sociale reflète plutôt le fait qu'une société doit être en mesure de gérer collectivement un éventail changeant de tensions et de désaccords entre ses diverses communautés (Hudson et al., 2007 ; Commission Economique pour l'Afrique, 2016)<sup>80</sup>. On parle de conflits ayant un impact sur la sécurité et par conséquent sur la cohésion sociale lorsque ceux-ci n'ont pas de mécanismes pour être gérés ou que la population recourt à la violence.

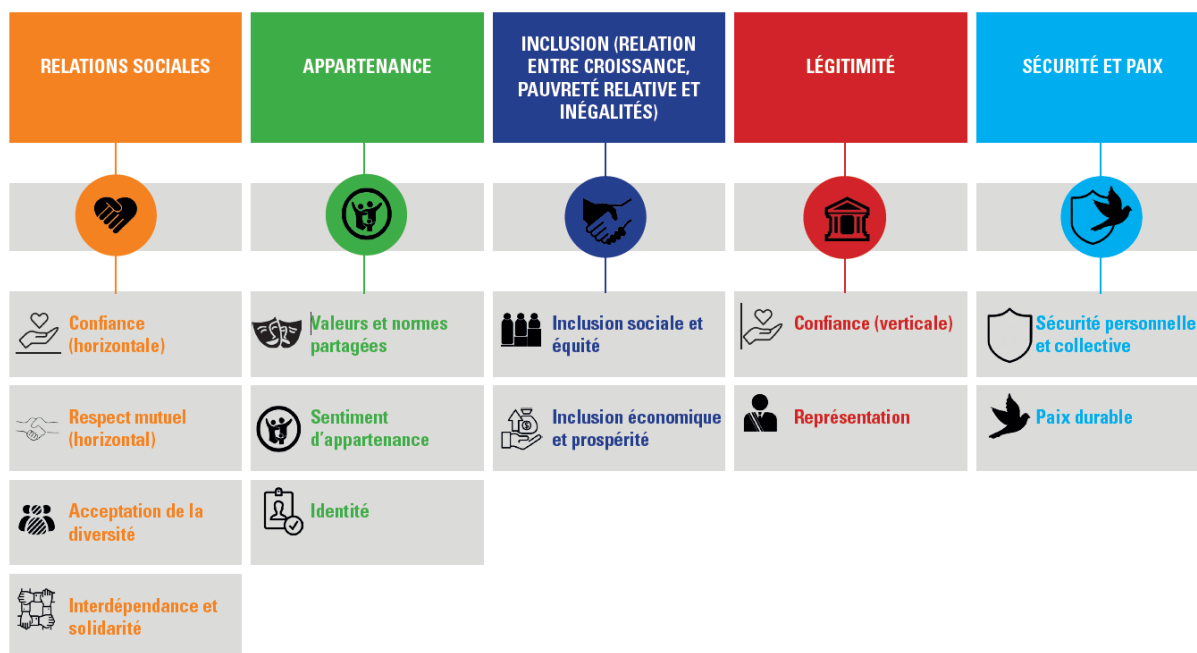
Ces cinq dimensions, déclinées à leur tour en 13 sous-dimensions sont représentées dans le schéma ci-dessous.

*Schéma 3. Les dimensions et sous-dimensions de l'Indice de Cohésion Sociale pour le Burkina Faso*

---

<sup>79</sup> UNDP, Community Security and Social Cohesion Towards a UNDP Approach, 2009, p. 9; OECD, Enhancing Security and Justice Service Delivery, 2007, p. 6.

<sup>80</sup> La Commission Economique pour l'Afrique, La cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016, p. 4.



### 4.3. Le choix des indicateurs

Afin de pouvoir mesurer à présent la cohésion sociale à travers ces dimensions et sous-dimensions, il est à présent nécessaire de formuler ces dernières sous forme d'indicateurs. Il existe en sciences sociales deux types d'indicateurs :

- **les indicateurs objectifs** qui se définissent soit comme des valeurs directement mesurables (*indicateurs quantitatifs objectifs*) comme par exemple, le nombre de crimes enregistrés, soit comme des valeurs qui ne sont pas mesurables mais font appel à des réponses objectivement vérifiables (*indicateurs qualitatifs objectifs*) qui sont par exemple, l'existence ou l'absence d'une loi, et
- **les indicateurs subjectifs** qui se réfèrent à une appréciation, la perception ou l'opinion publique, ils sont également par défaut qualitatifs. Etant basé sur la perception, ils sont renseignés à travers des enquêtes d'opinion publique.<sup>81</sup>

La cohésion sociale d'un individu, d'un groupe social ou d'une nation étant essentiellement reliée à la perception, l'opinion et les sentiments et constituée d'éléments subjectifs, les recherches en psychologie sociale et sciences sociales recommandent d'utiliser davantage d'indicateurs subjectifs pour concevoir une mesure de cohésion sociale, en particulier lorsqu'il s'agit de mesurer la confiance ou le sentiment d'appartenance mais pas uniquement ces dimensions. Par exemple, en matière de cohésion sociale, pour mesurer la sécurité d'une nation, il peut être davantage pertinent de connaître dans quelle mesure ses citoyens ont la perception, le sentiment d'être en sécurité dans leur quartier que de connaître le nombre de crimes qui y ont été enregistrés. Par conséquent, l'Indice de Cohésion Sociale proposé pour le Burkina Faso repose principalement sur des indicateurs

<sup>81</sup> Conseil de l'Europe, Elaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale Guide méthodologique, 2005, p. 98.

subjectifs mesurant la perception et l'opinion publique des individus. Néanmoins, compte tenu de l'intérêt qu'il y a également à comparer certaines variables objectives de la cohésion sociale au niveau géographique et de comparer le degré de perception de la population à certains éléments objectifs, l'Indice comprend également pour chaque dimension une série d'indicateurs objectifs.

Le choix des indicateurs subjectifs a reposé sur un examen comparatif des indicateurs figurant au sein des indices de cohésion sociale étudiés (*chapitre 2*) et une analyse des indicateurs subjectifs les plus communément utilisés par d'autres indices et enquêtes sociales tels que l'Afrobaromètre, le World Value Survey, le Model Survey Questionnaire on Measuring Trust, l'European Network Indicators of Social Quality, New Zealand General Social Survey.

*Schéma 4. Les indicateurs subjectifs proposés classés par sous-dimension et dimension*

DIMENSIONS	SOUS-DIMENSIONS	INDICATEURS SUBJECTIFS
<b>RELATIONS SOCIALES</b>	<b>Confiance (horizontale)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confiance personnelle</li> <li>- Confiance interorganisationnelle (intercommunautaire et intracommunautaire)</li> <li>- Confiance (géographique, matériel, culturel, socio-économique, langue, nationalité, religion, ethnique)</li> <li>- Abus de confiance</li> </ul>
	<b>Respect mutuel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect mutuel personnel (sexe, genre, âge, socio-professionnel, religieux, ethnique)</li> <li>- Respect mutuel interorganisationnel</li> </ul>
	<b>Acceptation de la diversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acceptation de la diversité (socioéconomique, genres, religieuse, ethnique, socio-professionnel)</li> <li>- Tolérance de la diversité</li> <li>- Reconnaissance de la diversité</li> <li>- Pratique de la diversité</li> <li>- Discrimination et stigmatisation</li> <li>- Tensions liées à la diversité</li> </ul>
	<b>Interdépendance et solidarité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité des relations</li> <li>- Degré d'hospitalité et de cohabitation</li> <li>- Solidarité</li> <li>- Engagement communautaire</li> <li>- Sentiment d'interdépendance</li> <li>- Harmonie et la collaboration</li> <li>- Sentiment d'influenceur et d'être informé</li> </ul>
<b>APPARTENANCE</b>	<b>Valeurs et normes partagées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des principes et valeurs traditionnelles</li> <li>- Respect des lieux de culte, des forêts villageoises, et autres symboles</li> <li>- Transmission intergénérationnelle des valeurs</li> <li>- Conflits entre normes communautaires</li> <li>- Adhésion aux valeurs et normes sociales</li> <li>- Pratique des rites initiatiques</li> </ul>
	<b>Sentiment d'appartenance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sentiment d'appartenance à une unité sociale et territoriale</li> <li>- Sentiment d'appartenance à un groupe, à une communauté ou à une société</li> <li>- Sentiment d'appartenance nationale</li> <li>- Sentiment de fierté</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sentiment d'appartenance politique</li> </ul>
	<b>Sentiment d'identité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sentiment d'appartenance à une identité</li> <li>- Importance de l'identité nationale</li> <li>- Sentiment de perte d'identité</li> <li>- Protection du patrimoine national et culturel</li> </ul>
<b>INCLUSION</b>	<b>Inclusion sociale et équité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inclusion sociale dans un environnement donné</li> <li>- Egalités sociales</li> <li>- Egalité de traitement</li> <li>- Egalité d'accès aux services sociaux de base</li> <li>- Satisfaction par rapport aux services sociaux de base</li> <li>- Bien-être</li> </ul>
	<b>Inclusion économique et prospérité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Satisfaction à l'égard de ses conditions de vie (matérielles et financières)</li> <li>- Indépendance financière</li> <li>- Inégalités d'accès à l'emploi et salariales</li> <li>- Inégalités dans le partage des richesses, accès et utilisation des ressources naturelles</li> <li>- Prospérité économique nationale</li> </ul>
<b>LÉGITIMITÉ</b>	<b>Confiance (verticale)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confiance aux institutions étatiques et non-étatiques</li> <li>- Confiance aux informations nationales</li> <li>- Satisfaction de la qualité des services publics</li> <li>- Liberté d'expression individuelle</li> <li>- Liberté de presse</li> <li>- Liberté de religion et de culte</li> <li>- Liberté de militantisme politique</li> </ul>
	<b>Représentation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentation personnelle et nationale</li> <li>- Transparence et crédibilité du système électoral</li> <li>- Tensions entre l'Etat et les populations, et certains groupes socio-politiques</li> <li>- Népotisme et clientélisme étatique</li> <li>- Degré de redevabilité et de transparence étatique</li> <li>- Intérêt des citoyens pour la politique</li> <li>- Image des acteurs politiques</li> <li>- Participation citoyenne</li> </ul>
<b>SÉCURITÉ ET PAIX</b>	<b>Sécurité personnelle et collective</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurité personnelle et collective</li> <li>- Sécurité physique et matérielle</li> <li>- Efficacité et satisfaction des corps de sécurité étatiques</li> <li>- Efficacité et satisfaction des milices et initiatives locales de sécurité</li> <li>- Prévalence d'insécurité</li> <li>- Délinquance</li> </ul>
	<b>Paix durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Paix durable et coexistence paisible des communautés</li> <li>- Prévalence et évolution des conflits</li> <li>- Prévalence de la violence étatique</li> <li>- Déplacement interne de populations</li> <li>- Risque de violences et conflits dans le passé et le futur</li> <li>- Respect des lois par les autorités du pays</li> <li>- Capacité des mécanismes étatiques et communautaires à gérer durablement les conflits</li> </ul>

Pour formuler les indicateurs objectifs, une tout autre méthodologie a été utilisée. Pour s'assurer de la disponibilité des indicateurs objectifs, il était préférable d'utiliser des indicateurs qui sont déjà mesurés à grande échelle et dont les données et sources statistiques sont déjà existantes et

disponibles au niveau national. Ainsi, pour choisir les indicateurs objectifs, il s'agissait d'analyser les données statistiques nationales disponibles et régulièrement mises à jour qui correspondaient aux dimensions de l'indice.

*Schéma 5. Les indicateurs objectifs proposés classés par sous-dimension et dimension*

DIMENSIONS	SOUS-DIMENSIONS	INDICATEURS SUBJECTIFS
<b>RELATIONS SOCIALES</b>	<b>Confiance (horizontale)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui ont fait recours à une personne ressource (leader coutumier, religieux, CVD, conseiller municipale) pour poser ou résoudre un problème quelconque au cours des deux (2) dernières années</li> <li>- Proportion de personnes qui confient leur argent, leurs biens à d'autres personnes en dehors de la famille</li> <li>- Proportion de personnes qui ont une personne (confident) à qui se confier en cas de problème</li> <li>- Proportion des dossiers d'abus de confiance de la commune par rapport à la région</li> <li>- Proportion des dossiers d'abus de confiance de la région par rapport au niveau national</li> </ul>
	<b>Respect mutuel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui cèdent leurs places à des aînés ou à des personnes vulnérables en situation de besoin (file d'attente, place assise dans les transports en commun)</li> <li>- Prévalence de la violence basée sur le genre</li> </ul>
	<b>Acceptation de la diversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes ethniques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes religieux mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des partis politiques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui parlent des langues autre que leurs langues maternelles</li> <li>- Proportion de personnes qui ont subi un acte de discrimination/stigmatisation au cours des 12 derniers mois</li> </ul>
	<b>Interdépendance et solidarité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes ethniques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes religieux mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des partis politiques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui parlent des langues autre que leurs langues maternelles</li> <li>- Proportion de personnes qui ont subi un acte de discrimination/stigmatisation au cours des 12 derniers mois</li> <li>- Proportion de personnes qui ont participé à des activités non lucratives d'intérêt général dans leur région</li> </ul>
<b>APPARTENANCE</b>	<b>Valeurs et normes partagées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévalence des incidents liés au non-respect des lieux de culte, des forêts villageoises, et autres symboles fondés sur des règles sensées être partagées)</li> <li>- L'état de pratique des rites initiatiques dans le village (dans la localité)</li> </ul>
	<b>Sentiment d'appartenance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage de personnes qui ont partagé leur temps de loisir avec des collègues hors du lieu de travail au cours des 30 derniers jours</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage de personnes qui ont partagé leur temps de loisir avec des amis à domicile ou dans un endroit public au cours des 30 derniers jours</li> <li>- Taux de demande des documents de nationalité (CNIB, Passeport) dans la région</li> <li>- Taux de demande de carte d'électeur</li> </ul>
	<b>Sentiment d'identité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de demande des documents de nationalité (CNIB, Passeport) dans la région</li> <li>- Taux de demande de carte d'électeur</li> </ul>
<b>INCLUSION</b>	<b>Inclusion sociale et équité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de personnes ayant accès à l'eau potable</li> <li>- Taux de personnes ayant accès à l'électricité réseau</li> <li>- Taux personnes ayant accès à l'énergie solaire</li> <li>- Ratio taux de scolarisation filles-garçons</li> <li>- Ecart moyen de revenus déclarés femmes-hommes</li> <li>- Proportion de personnes de 18 ans ayant achevé le niveau d'enseignement post primaire</li> </ul>
	<b>Inclusion économique et prospérité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage des personnes ayant des revenus selon les différentes sources</li> <li>- Médiane des revenus des déclarés</li> <li>- Ecart type moyen des revenus déclarés</li> <li>- Taux d'emplois de la population active</li> <li>- Répartition des actifs de la localité selon le secteur d'activité</li> <li>- Répartition des travailleurs publics de la commune selon la commune d'origine</li> <li>- Répartition des travailleurs du privé dans la commune</li> <li>- Répartition des actifs de la localité selon le secteur d'activité et selon l'âge</li> <li>- Répartition des actifs de la localité selon le secteur d'activité et selon le sexe</li> </ul>
<b>LÉGITIMITÉ</b>	<b>Confiance (verticale)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes ayant déposé un recours (plainte, demande de réparation, etc.) au poste de FDS (police, gendarmerie, etc.) le plus proche au cours des deux (2) dernières années</li> <li>- Proportion de personne ayant déposé un recours au tribunal de grande instance relevant de sa localité au cours des deux (2) dernières années</li> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection nationale (législative ou présidentielle)</li> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection locale (municipale)</li> </ul>
	<b>Représentation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection nationale (législative ou présidentielle)</li> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection locale (municipale)</li> <li>- Proportion de personnes qui militent dans un parti politique</li> <li>- Proportion de personnes qui sont membres d'une organisation (formelle ou non formelle) à but non lucratif (association, groupement professionnel, etc.)</li> <li>- Proportion de personnes qui sont membres d'une organisation religieuse</li> </ul>
<b>SÉCURITÉ ET PAIX</b>	<b>Sécurité personnelle et collective</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui ont subi directement ou indirectement un vol de bien au cours des 12 derniers mois</li> <li>- Proportion de personnes qui ont subi directement ou indirectement une attaque à main armée au cours des 2 dernières années</li> <li>- Proportion de personnes qui ont subi directement ou indirectement des attaques terroristes au cours des 2 dernières années</li> <li>- Prévalence de la violence basée sur le genre</li> </ul>
	<b>Paix durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévalence et évolution des conflits et autres actes de violence dans le village ou dans la commune</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévalence et évolution des conflits et autres actes de violence dans la région</li> <li>- Prévalence et évolution des conflits et autres actes de violence dans le pays Prévalence des conflits agriculteurs et éleveurs dans la localité</li> <li>- Taux de conflits interpersonnels confiés aux institutions compétentes et réglés avec succès</li> <li>- Taux de conflits intercommunautaires confiés aux institutions compétentes et réglés avec succès</li> </ul>
--	--	--



### 4.4. La matrice de l'indice de cohésion sociale pour le Burkina Faso

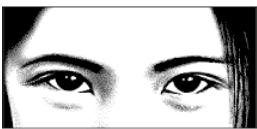
La mesure de cohésion sociale proposée pour le Burkina Faso comprend cinq dimensions, 13 sous-dimensions et un ensemble de 133 indicateurs (74 indicateurs subjectifs et 59 indicateurs objectifs).

DIMENSIONS	SOUS-DIMENSIONS	INDICATEURS SUBJECTIFS	INDICATEURS OBJECTIFS
<b>RELATIONS SOCIALES</b>	<b>Confiance (horizontale)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confiance personnelle</li> <li>- Confiance interorganisationnelle (intercommunautaire et intracommunautaire)</li> <li>- Confiance (géographique, matériel, culturel, socio-économique, langue, nationalité, religion, ethnique)</li> <li>- Expérience de l'abus de confiance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui ont fait recours à une personne ressource (leader coutumier, religieux, CVD, conseiller municipale) pour poser ou résoudre un problème quelconque au cours des deux (2) dernières années</li> <li>- Proportion de personnes qui confient leur argent, leurs biens à d'autres personnes en dehors de la famille</li> <li>- Proportion de personnes qui ont une personne (confident) à qui se confier en cas de problème</li> <li>- Proportion des dossiers d'abus de confiance de la commune par rapport à la région</li> <li>- Proportion des dossiers d'abus de confiance de la région par rapport au niveau national</li> </ul>
	<b>Respect Mutuel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect mutuel personnel (sexe, genre, âge, socio-professionnel, religieux, ethnique)</li> <li>- Respect mutuel interorganisationnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui cèdent leurs places à des aînés ou à des personnes vulnérables en situation de besoin (file d'attente, place assise dans les transports en commun)</li> <li>- Prévalence de la violence basée sur le genre</li> </ul>
	<b>Acceptation de la Diversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acceptation de la diversité (socioéconomique, genres, religieuse, ethnique, socio-professionnel)</li> <li>- Tolérance de la diversité</li> <li>- Reconnaissance de la diversité</li> <li>- Pratique de la diversité</li> <li>- Discrimination et stigmatisation</li> <li>- Tensions liées à la diversité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes ethniques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes religieux mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des partis politiques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui parlent des langues autre que leurs langues maternelles</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui ont subi un acte de discrimination/stigmatisation au cours des 12 derniers mois</li> </ul>
	<b>Interdépendance et Solidarité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité des relations</li> <li>- Degré d'hospitalité et de cohabitation</li> <li>- Solidarité</li> <li>- Engagement communautaire</li> <li>- Sentiment d'interdépendance</li> <li>- Harmonie et la collaboration</li> <li>- Sentiment d'influenceur et d'être informé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes ethniques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des groupes religieux mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui fréquentent des amis appartenant à des partis politiques mixtes</li> <li>- Proportion de personnes qui parlent des langues autre que leurs langues maternelles</li> <li>- Proportion de personnes qui ont subi un acte de discrimination/stigmatisation au cours des 12 derniers mois</li> <li>- Proportion de personnes qui ont participé à des activités non lucratives d'intérêt général dans leur région</li> </ul>
<b>APPARTENANCE</b>	<b>Valeurs et Normes Partagées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des principes et valeurs traditionnelles</li> <li>- Respect des lieux de culte, des forêts villageoises, et autres symboles</li> <li>- Transmission intergénérationnelle des valeurs</li> <li>- Conflits entre normes communautaires</li> <li>- Adhésion aux valeurs et normes sociales</li> <li>- Pratique des rites initiatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévalence des incidents liés au non-respect des lieux de culte, des forêts villageoises, et autres symboles fondés sur des règles sensées être partagées)</li> <li>- L'état de pratique des rites initiatiques dans le village (dans la localité)</li> </ul>
	<b>Sentiment d'Appartenance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sentiment d'appartenance à une unité sociale et territoriale</li> <li>- Sentiment d'appartenance à un groupe, à une communauté ou à une société</li> <li>- Sentiment d'appartenance nationale</li> <li>- Sentiment de fierté</li> <li>- Sentiment d'appartenance politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage de personnes qui ont partagé leur temps de loisir avec des collègues hors du lieu de travail au cours des 30 derniers jours</li> <li>- Pourcentage de personnes qui ont partagé leur temps de loisir avec des amis à domicile ou dans un endroit public au cours des 30 derniers jours</li> <li>- Taux de demande des documents de nationalité (CNIB, Passeport) dans la région</li> <li>- Taux de demande de carte d'électeur</li> </ul>
	<b>Sentiment d'identité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sentiment d'appartenance à une identité</li> <li>- Importance de l'identité nationale</li> <li>- Sentiment de perte d'identité</li> <li>- Protection du patrimoine national et culturel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de demande des documents de nationalité (CNIB, Passeport) dans la région</li> <li>- Taux de demande de carte d'électeur</li> </ul>
<b>INCLUSION</b>	<b>Inclusion sociale et équité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inclusion sociale dans un environnement donné</li> <li>- Egalités sociales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de personnes ayant accès à l'eau potable</li> <li>- Taux de personnes ayant accès à l'électricité réseau</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Egalité de traitement</li> <li>- Egalité d'accès aux services sociaux de base</li> <li>- Satisfaction par rapport aux services sociaux de base</li> <li>- Bien-être</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux personnes ayant accès à l'énergie solaire</li> <li>- Ratio taux de scolarisation filles-garçons</li> <li>- Ecart moyen de revenus déclarés femmes-hommes</li> <li>- Proportion de personnes de 18 ans ayant achevé le niveau d'enseignement post primaire</li> </ul>
	<b>Inclusion économique et prospérité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Satisfaction à l'égard de ses conditions de vie (matérielles et financières)</li> <li>- Indépendance financière</li> <li>- Inégalités d'accès à l'emploi et salariales</li> <li>- Inégalités dans le partage des richesses, accès et utilisation des ressources naturelles</li> <li>- Prospérité économique nationale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage des personnes ayant des revenus selon les différentes sources</li> <li>- Médiane des revenus des déclarés</li> <li>- Ecart type moyen des revenus déclarés</li> <li>- Taux d'emplois de la population active</li> <li>- Répartition des actifs de la localité selon le secteur d'activité</li> <li>- Répartition des travailleurs publics de la commune selon la commune d'origine</li> <li>- Répartition des travailleurs du privé dans la commune</li> <li>- Répartition des actifs de la localité selon le secteur d'activité et selon l'âge</li> <li>- Répartition des actifs de la localité selon le secteur d'activité et selon le sexe</li> </ul>
<b>LÉGITIMITÉ</b>	<b>Confiance Verticale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confiance aux institutions étatiques et non-étatiques</li> <li>- Confiance aux informations nationales</li> <li>- Satisfaction de la qualité des services publics</li> <li>- Liberté d'expression individuelle</li> <li>- Liberté de presse</li> <li>- Liberté de religion et de culte</li> <li>- Liberté de militantisme politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes ayant déposé un recours (plainte, demande de réparation, etc.) au poste de FDS (police, gendarmerie, etc.) le plus proche au cours des deux (2) dernières années</li> <li>- Proportion de personne ayant déposé un recours au tribunal de grande instance relevant de sa localité au cours des deux (2) dernières années</li> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection nationale (législative ou présidentielle)</li> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection locale (municipale)</li> </ul>
	<b>Représentation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentation personnelle et nationale</li> <li>- Transparence et crédibilité du système électoral</li> <li>- Tensions entre l'Etat et les populations, et certains groupes socio-politiques</li> <li>- Népotisme et clientélisme étatique</li> <li>- Degré de redevabilité et de transparence étatique</li> <li>- Intérêt des citoyens pour la politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection nationale (législative ou présidentielle)</li> <li>- Proportion de personnes en âges de voter qui ont voté à au moins une élection locale (municipale)</li> <li>- Proportion de personnes qui militent dans un parti politique</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Image des acteurs politiques</li> <li>- Participation citoyenne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui sont membres d'une organisation (formelle ou non formelle) à but non lucratif (association, groupement professionnel, etc.)</li> <li>- Proportion de personnes qui sont membres d'une organisation religieuse</li> </ul>
<b>SÉCURITÉ ET PAIX</b>	<b>Sécurité Personnelle et Collective</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurité personnelle et collective</li> <li>- Sécurité physique et matérielle</li> <li>- Efficacité et satisfaction des corps de sécurité étatiques</li> <li>- Efficacité et satisfaction des milices et initiatives locales de sécurité</li> <li>- Prévalence d'insécurité</li> <li>- Délinquance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de personnes qui ont subi directement ou indirectement un vol de bien au cours des 12 derniers mois</li> <li>- Proportion de personnes qui ont subi directement ou indirectement une attaque à main armée au cours des 2 dernières années</li> <li>- Proportion de personnes qui ont subi directement ou indirectement des attaques terroristes au cours des 2 dernières années</li> <li>- Prévalence de la violence basée sur le genre</li> </ul>
	<b>Paix Durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Paix durable et coexistence paisible des communautés</li> <li>- Prévalence et évolution des conflits</li> <li>- Prévalence de la violence étatique</li> <li>- Déplacement interne de populations</li> <li>- Risque de violences et conflits dans le passé et le futur</li> <li>- Respect des lois par les autorités du pays</li> <li>- Capacité des mécanismes étatiques et communautaires à gérer durablement les conflits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévalence et évolution des conflits et autres actes de violence dans le village ou dans la commune</li> <li>- Prévalence et évolution des conflits et autres actes de violence dans la région</li> <li>- Prévalence et évolution des conflits et autres actes de violence dans le pays Prévalence des conflits agriculteurs et éleveurs dans la localité</li> <li>- Taux de conflits interpersonnels confiés aux institutions compétentes et réglés avec succès</li> <li>- Taux de conflits intercommunautaires confiés aux institutions compétentes et réglés avec succès</li> </ul>



## 5. Bibliographie

### 5.1. Ouvrages et articles

Acket, Sylvain, Borsenberger, Dickes, Sarracino, 2011, Measuring and validating social cohesion: a bottom-up approach, Working Papers, CEPS.

Avenel, Cyprien, 2014, « La cohésion sociale » : de quoi parle-t-on ? Clarifier le concept pour consolider un nouveau modèle d'action », dans Jean-Yves Guéguen éd., *L'année de l'action sociale 2015 : Objectif autonomie*, pp. 119-136, Paris, Dunod, « Hors collection ».

Berkman, Lisa F., Ichiro, Kawachi et M. Maria Glymour, 2014, *Social Epidemiology*, Oxford University Press, New York, 174-190.

Bertelmann Stiftung, 2015, Cohesion Radar: Measuring Cohesiveness Social Cohesion in Germany – a preliminary Review.

Burns, J., G. Hull, K. Lefko-Everett And L. Njozela, 2018, “Defining Social Cohesion”, *Papiers de Recherche AFD*.

Burns, J., G. Hull, K. Lefko-Everett And L. Njozela, 2018, “From definition to measurement: constructing a social cohesion index for South Africa”, *Papiers de Recherche AFD*.

Chan, Joseph, Ho-pong To, Elaine Chan, 2006, Reconsidering social cohesion: developing a definition and analytical framework for empirical research, *Springer*.

Desmond, Tutu, 2017, La philosophie de l'Ubuntu, Disponible au line suivant : <https://www.parisglobalforum.org/2017/09/29/philosophie-ubuntu-desmond-tutu/>

Dimeglio, Isabelle, 2015, De la confiance à la cohésion sociale : enjeux conceptuels, indicateurs et effets économiques, *Centre National De La Recherche Scientifique*.

Esenaliev, Karabaeva, Tilekeyev, Aladysheva, Mirkasimov, Abdrazakova, Bolotbekova, Chalbasova, Pavan, Mogilevskii and Brück, 2015, Kyrgyz Republic Social Cohesion through Community-based Development Project Baseline Survey Report.

Fall, Couty, 2011, Examen d'une politique économique en Afrique à travers le prisme de la cohésion sociale en Afrique : emploi des jeunes et cohésion sociale.

Fitzduff, Mari, 2007, Measuring Social Inclusion and Cohesion. the Challenges, *Brandeis University*.

Forsé, Michel et Parodi, Maxime, 2010, Une théorie de la cohésion sociale, *The Tocqueville Review/La revue Tocqueville*.

Gaulme, François, 2011, « Etats faillis », « Etats fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale, Institut français des relations internationales, « *Politique étrangère* », pp. 17-29.

Green, A., Janmaat, J. G. and Han, C., 2009, Regimes of Social Cohesion, published by *the Centre for Learning and Life Chances in Knowledge Economies and Societies* at: <http://www.llakes.org.uk>.

Guibet-Lafaye, Caroline et Kieffer, Annick, 2012, Interprétations de la cohésion sociale et perceptions du rôle des institutions de l'État social. *L'Année sociologique*, vol. 62(1), 195-241.

Habibou, Fofana, 2016, « Mort tragique d'un journaliste, l'affaire Zongo comme analyseur d'une révolte populaire au Burkina Faso », *Ecoles des Hautes Etudes en sciences sociales*, centre d'études des mouvements sociaux- Institut Mauss- Paris.

Hassan, Nurhidayah, 2013, Developing an Analytical Framework on Social Cohesion in Singapore, Reflections from the framing of social cohesion debates in the OECD and Europe, Centre in Singapore, Working Paper No. 17, 2013.

Hobbes, Thomas, 1651, *Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, traduit de l'anglais par Philippe Folliot à partir de LEVIATHAN or the Matter, Forme and Power of A Commonwealth Ecclesiastical and civil by Thomas Hobbes of Malmesbury, London, [http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes\\_thomas/leviathan/leviathan.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes_thomas/leviathan/leviathan.html)

Hooghe, Marc, 2011, The Development of a Comprehensive Social Cohesion Indicator for Belgian Communities. Data Reduction Techniques for Community Level Data, 2011.

Jarè Struwig, Yul Derek Davids, Benjamin Roberts, Moses Sithole, Virginia Tilley, Gina Weir-Smith, Tholang Mokhele, 2011, Towards a Social Cohesion Barometer for South Africa – Research Paper, University of the Western Cape.

Jenson, Jane et Beauvais, Caroline, 2002, Social Cohesion: Updating the State of the Research.

Jenson, Jane, 2010, Defining and Measuring Social Cohesion, Commonwealth Secretariat and United Nations Research Institute for Social Development.

Kamwangamalu, Nkonko M, 1999, Ubuntu in South Africa: A Sociolinguistic Perspective to a Pan-African Concept. *Critical Arts: South-North Cultural and Media Studies*, 13, 24-41. <http://dx.doi.org/10.1080/02560049985310111>

Ki-Zerbo, Joseph, 2018, *Repères pour l'Afrique*, Editions Panafrika / Silex / Nouvelles du Sud en coédition avec NENA, 555p, Sénégal.

Knack, Stephen et Keefer, Philip, 1997, Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation, *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 112, No. 4.

Langer, Stewart, Smedts et Demarest, 2017, Conceptualising and Measuring Social Cohesion in Africa: Towards a perceptions-based index, *Social Indicators Research* volume 131.

Larsen, Mandi Marie et Boehnke, Klaus, 2016, Measuring Social Cohesion in the Kyrgyz Republic The Social Cohesion Index, 2016.

Lecocq, Baz et Niang, Amy, 2020, Identités sahéliennes en temps de crise : Histoires, enjeux et perspectives, *Politique Africaine*.

Loada, Augustin, 2010, « Contrôler l'opposition dans un régime semi-autoritaire : le Burkina Faso de Blaise Compaoré », dans Mathieu, Hilgers et Jacinthe, Mazzocchetti (sous la direction), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire, Le cas du Burkina Faso*, Paris, Éditions Karthala, pages : 269-294.

Luntumbue, Michel, 2013, « Burkina Faso : vulnérabilités et risques de turbulences », *Note d'Analyse du GRIP*, 17 septembre 2013, Bruxelles.

Mackie, Gerry et Monet, Francesca, 2014, What are Social Norms? How are They Measured? UNICEF / UCSD Center on Global Justice Project Cooperation Agreement, Working Paper.

Manole, Alina Magdalena, 2012, Social cohesion – a post-crisis analysis, *Theoretical and Applied Economics*, vol. XVIII(2012), issue 11(576).

Médard, Jean François, 1991, « Autoritarismes et démocratie en Afrique noire », *Politique africaine*, n°43, pp. 92-104.

Meeussen, Loes, Agneessens, Filip et al., 2018, Ethnic diversity and value sharing: A longitudinal social network perspective on interactive group processes, *British Journal of Social Psychology* (2018), 57, 428–447.

Olakounlé Yabi Gilles, travaux disponibles au lien suivant : <https://www.wathi.org/>

Oyatek, René, 2002, « “vu d’Afrique”. Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 9, n° 2.

Piccolino, Giulia, 2017, Rhétorique de la cohésion sociale et paradoxes de la « paix par le bas » en Côte d’Ivoire, *Politique africaine*, N 148, Karthala.

Plasman, Anne, 2006, Indicateurs de richesse sociale en région bruxelloise, *Fondation pour la solidarité*, 2006.

Plasman, Anne, Cohésion Sociale, *Fondation pour la solidarité*, 2004.

Platon, La République, Traduction de Georges Leroux, Éditeur : Flammarion, Collection : Garnier Flammarion, Paris, 2002.

Rey-Herme, Yves, 2016, « Cohésion sociale », L'abécédaire de la jeunesse et des banlieues. Indignation, propositions, sous la direction de Rey-Herme Yves. *Champ social*, pp. 53-54, 2016.

Roehner, Bertrand, 2005, Comment mesurer la cohésion sociale ? », *Annuaire de l'EHESS*, 2005.

Rousseau, Jean-Jacques, 1754, Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes. Édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau\\_jj/discours\\_origine\\_inegalite/origine\\_inegalite.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/discours_origine_inegalite/origine_inegalite.html)

Rousseau, Jean-Jacques, 1762, Du contrat social ou Principes du droit politique, édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie à partir du texte publié en 1762. Paris : Union Générale d'Éditions, 1963. Le monde en 10-18, pp. 1 à 198. 373 pp, [http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau\\_jj/contrat\\_social/contrat\\_social.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/contrat_social/contrat_social.html)

Saidou, Abdoul-Karim, 2015, « Conflits armés et sécurité au Sahel : analyse comparée des politiques sécuritaires du Niger et du Mali face aux rébellions touarègues », dans Ibrahim, MOUICHE et Samuel, Kalé EMUSI, Gouvernance et sécurité en Afrique francophone subsaharienne francophone : entre corruption politique et défis sécuritaires, Addis-Abeba, UPEACE, pp. 327-345.

Samassékou, Adama, 2017, L'humanité ou comment étancher sa soif d'humanité. Disponible au lien suivant : <https://fr.unesco.org/courier/2017-juillet-septembre/humanite-ou-comment-etancher-sa-soif-humanite>

Sampana, Léon, 2015, (sous la direction Augé A., Gnanguénon A.), octobre, La démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso, in « *Les armées africaines et le pouvoir politique au sud du Sahara* », Les Champs de Mars n°28.

Savadogo, Mahamoudou, 2019, « La fracture entre l'État moderne post insurrectionnel et la société burkinabé : une analyse de la violence entre le centre et la périphérie ». Communication présentée au Colloque : “States, citizens, subjects & violence : An African / Latin American engagement. A colloquium convened by the ‘Violent States, States of Violence’ research project at the University of the Witwatersrand”.

Schiefer, van der Noll, Delhey, Boehnke, Cohesion Radar: Measuring Cohesiveness, *Social Cohesion in Germany – a preliminary Review*, Bertelsmann Foundation, 2012.

Struwig, J., Davids, Y.D., Roberts, B. & Sithole, M. (2011). *Towards a Social Cohesion Barometer for South Africa: Research Report*. <http://www.hsrc.ac.za/en/research-data/view/6302>

Taje, Medhi, 2010, Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel », Paris, revue *Diplomatie*, n°47, novembre-décembre, pp.60-67.

Valle Pinter, Carla, 2013, Le sentiment d'appartenance : revue de la littérature. Disponible au lien suivant : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/recherche/sentiment-appartenance-revue-litterature.html>

Villatoro, Pablo, 2007, A system of indicators for monitoring social cohesion in Latin America, ECLAC.

## 5.2. Rapports d'études et documents officiels

Afrobaromètre, Identité ethnique ou nationale, Données Round 7, 2016/2018, disponible au lien suivant : <http://afrobarometer.org/>

Aga Khan Foundation, Measuring Social Cohesion, disponible au lien suivant: <https://www.akfusa.org/our-stories/measuring-social-cohesion/>

Buchanan-Clarke, Stephen et Rorisang, Lekalake, 2011, « Extremisme violent en Afrique Perceptions des citoyens du Sahel, du Lac Tchad, de la Corne » *Synthèse de Politique No. 32*, Afrobaromètre.

Burkina Faso, constitution du 2 juin 1991.

Catholic Relief Services, 2010, GAIN Peacebuilding Indicators.

Catholic Relief Services, 2017, Les liens qui unissent La reconstruction de la cohésion sociale dans les communautés divisées.

Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD), 2009, Partis et Systèmes de partis politiques au Burkina Faso, Ouagadougou.

Church et Rogers, 2006, Designing for results: Integrating Monitoring and Evaluation in Conflict Transformation, Search for Common Ground, Programs.

Commission Economique pour l'Afrique, 2015, Indice Africain de Développement Social - Mesurer l'exclusion humaine dans une optique de transformation structurelle.

Commission Economique pour l'Afrique, 2016, Indice africain de développement social : mesurer l'exclusion humaine pour la transformation structurelle, Rapport Afrique de l'Ouest.

Commission Economique pour l'Afrique, 2016, la cohésion Sociale en Afrique de l'Est.

Commission Economique pour l'Afrique, 2017, Profil de pays-Burkina Faso.

Commission Union Africaine, 2007, Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, adoptée par la huitième session ordinaire de la conférence à Addis-Abeba Ethiopie.

Conseil de l'Europe, 2005, Elaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale Guide méthodologique.

Conseil de l'Europe, 2010, Nouvelle stratégie et Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la cohésion sociale.

Conseil de l'Europe, Politiques Sociales, disponible au lien suivant :[https://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/default\\_FR.asp?](https://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/default_FR.asp?)

Burkina Faso, 2019, Déclaration de Ouagadougou pour la promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble, novembre.

Département des affaires économiques et sociales : Division de l'économie et de l'administration publiques des Nations Unies, 1999, Monographies sur les réformes de l'administration publique de quelques pays africains : le Burkina Faso, la côte d'ivoire, le Ghana, le Sénégal.

Eurostat, Quality of life Index, disponible au lien suivant :  
[https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/qol/index\\_en.html](https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/qol/index_en.html)

International Crisis Group, 2017, Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254.

National Cohesion and Integration Commission, 2013, The Status of Social cohesion in Kenya, Draft Report.

Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, 2016, La cohésion sociale en Afrique de l'Est.

Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD), 2019, Rapport d'analyse d'économie politique du Burkina Faso.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) 2012, La cohésion sociale dans un monde en mutation – Perspectives du développement mondial 2012, Paris : Centre de développement de l'OCDE.

OCDE, 2011, Cohésion sociale en Afrique, Réunion d'experts - Rabat, Maroc.

OECD, 2007, Enhancing Security and Justice Service Delivery.

OECD, 2011, Background document to OECD Conference on Social Cohesion and Development - 20-21<sup>st</sup> 2021.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) 2009, Community Security and Social Cohesion Towards a PNUD Approach.

PNUD et the Centre for Sustainable Peace and Democratic Development, 2015, Predicting Peace - The Social Cohesion and Reconciliation Index as a Tool for Conflict Transformation.

PNUD, 2016, Towards a measurement of social cohesion for Africa.

PNUD, 2019, Les inégalités de développement humain au XXI<sup>e</sup> siècle - Rapport sur le développement humain, Burkina Faso.

PNUD, 2020, Renforcer la cohésion sociale - Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

Search for Common Ground, 2015, Social Cohesion Framework, social cohesion for stronger communities.

World Bank, 1998, The initiative on defining, monitoring and measuring social capital - overview and program description.

World Bank, 2000, The nexus between violent conflict, social capital and social cohesion: case studies from Cambodia and Rwanda.

### 5.3. Références de presse

- Baumard, Seydou Ouédraogo : « Il y a aujourd'hui un péril sur le vivre-ensemble sahélien », Le Monde, 2020, disponible au lien suivant : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/19/seydou-ouedraogo-il-y-a-aujourd-hui-un-peril-sur-le-vivre-ensemble-sahelien\\_6030123\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/19/seydou-ouedraogo-il-y-a-aujourd-hui-un-peril-sur-le-vivre-ensemble-sahelien_6030123_3212.html)

- Chatelot, « Ce qui est en jeu au Sahel est la capacité des Etats à recoudre le tissu social », Le Monde, 2020, disponible au lien suivant : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/10/ce-qui-est-en-jeu-au-sahel-est-la-capacite-des-etats-a-recoudre-le-tissu-social\\_6029108\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/10/ce-qui-est-en-jeu-au-sahel-est-la-capacite-des-etats-a-recoudre-le-tissu-social_6029108_3212.html)
- Journal du département d'Etat des Etats-Unis, Le sport : facteur de cohésion sociale, volume 16, numéro 10, juin 2012.
- Waberi, Abdourahman, Etes-vous « Ubuntu » un peu, beaucoup, passionnément ? [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peu-beaucoup-passionnement\\_4709614\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peu-beaucoup-passionnement_4709614_3212.html)